

pleins feux sur l'actualité

Après cinq ans de "bill 63": un nouveau débat linguistique

Plus vif, plus aigu que jamais

La langue, l'identité culturelle des Québécois, francophones, les droits des "autres"... Un vieux débat. Qui traîne et qui traîne depuis des années, plus vif et plus aigu que jamais depuis cinq ans — depuis le "bill 63".

Aujourd'hui, le ministre de l'Éducation, M. François Cloutier, doit déposer à l'Assemblée nationale un projet de loi qui doit, en principe, faire du français la langue officielle du Québec... mais qui, selon les informations qui ont filtré récemment du caucus libéral, maintiendrait le principe fondamental du "bill 63", soit la liberté de choix de la langue d'enseignement.

On peut déjà prévoir que c'est

sur ce point éminemment sensible que convergeront les débats. Rappelons que le projet de loi fera l'objet d'une commission parlementaire avant son adoption définitive. Les individus et les organismes intéressés pourront alors faire valoir leurs points de vue devant les députés.

Le débat public sera dur (la langue, c'est une question d'instinct, et rien n'est plus violent que l'instinct de conservation), mais il sera court: le gouvernement entend, comme il l'a déjà affirmé, faire passer son projet de loi avant l'ajournement d'été, vraisemblablement avant la mi-juillet.

Et c'est ainsi qu'en plein été, alors que les institutions d'enseignement seront fermées, dans la chaleur moite et démobilisatrice de la période des vacances, le gouvernement scellera l'avenir même du Québec pour au moins quatre ans... et peut-être à jamais.



C'était il y a quatre ans et demi, à l'automne '69. De tous les milieux francophones s'élevait une grande clameur et une grande colère, pendant qu'une écrasante majorité de députés s'appropriait à adopter le Bill 63. Verra-t-on ce printemps-ci la répétition de ces manifestations, de ces assemblées monstres (comme celle-ci, au Centre sportif de l'université de Montréal) qui ont marqué le début d'un débat linguistique qui est loin d'être fini?

Textes de
Lysiane GAGNON

Les effets néfastes d'une politique de laisser-faire

Les effets du bill 63 se résument en deux ou trois images, et ces images-là ne sont pas des images



photo Michel Gravel, LA PRESSE
C'est le ministre Cloutier qui par-rainera le projet de loi sur la langue. Cela suffit pour qu'il passe à l'Histoire — celle du Québec.

pieuses, et ce n'est pas non plus avec des "vœux pieux" qu'on pourra les effacer.

Première image: des enfants de six ou huit ans qui se battent dans une cour de récréation, les petits Italiens anglophones d'un côté, les petits francophones de l'autre. C'est à Basile-Routhier, dans le nord-est de la métropole, mais ça s'est passé ailleurs aussi.

Deuxième image: la scène se passe en octobre dernier, pendant la campagne électorale. Le candidat péquiste, Yves Michaud, s'adresse aux élèves de l'école secondaire anglaise John-F. Kennedy. Ce sont à 99 p. cent des adolescents d'origine italienne, et pour se faire comprendre, M. Michaud doit leur parler en anglais.

"Si nous ne renversons pas la vapeur, leur dit-il dans le cours de son exposé, Montréal sera d'ici dix ans une ville anglaise!"

A ces mots, les quelque 300 élèves qui sont dans la salle se mettent à applaudir bruyamment. Michaud, étonné de cette réaction, reformule sa phrase: "Dois-je comprendre que vous souhaitez que Montréal devienne une ville anglaise?"... Et là, c'est clair, les élèves recommencent à applaudir en criant: "Yes!"

Troisième image: c'est plus récent, ça se passe à Laval, dans le quartier Pont-Viau à 95 p. cent francophone, et les commissaires de Chomedey-de-Laval sont sur le point de décréter officiellement par voie de résolution, que l'école

Présentation-de-Marie deviendra une école anglaise dès l'an prochain.

Soudain, des dizaines de parents, des adultes d'âge moyen, se dressent et se précipitent sur les commissaires qu'ils forcent à quitter leurs sièges. Cris, huées, bousculade... les parents anglophones s'en mêlent, et l'on s'insulte de part et d'autre, chaque groupe revendiquant avec une égale violence ce qu'il croit être ses droits. Les parents francophones décident de former sur place un "bureau des commissaires" parallèle.

Un véritable consensus

Les effets de la loi 63 (qui n'existe plus comme telle puisqu'il s'agit d'un amendement à la loi de l'Instruction publique) sont multiples et graves à un point tel que depuis 1969, et surtout depuis deux ans, il s'est produit un véritable consensus au sein de la population francophone, où tout le monde s'entend maintenant pour réclamer l'abrogation de la loi 63.

Fait sans précédent, des groupes aussi divers que les syndicats, les Chambres de commerce, les directeurs d'école, les organismes nationalistes et les Conseils du patronat, les professeurs et les membres du parti libéral réunis en congrès, tous ces groupes qui, sur d'autres plans, sont à peine divisés, ont réclamé à tour de rôle que le gouvernement fixe des limites sérieuses à la liberté de choix de la langue d'enseignement. Dans bien des

endroits (et notamment dans les deux plus grosses commissions scolaires du Québec, celle de Montréal et celle de Québec), les commissaires se sont carrément prononcés en faveur du rappel de la loi 63, et le même son de cloche se répercute ailleurs, à un point tel que depuis deux ans, la lutte contre la loi 63 regroupe l'ensemble des organisations francophones, de la gauche à la droite.

Pourquoi cette unanimité? Parce que, comme plusieurs l'avaient prédit il y a cinq ans, la loi 63 a fait la preuve qu'il faut mettre quelque part un frein quelconque au mouvement d'anglicisation qui entraîne maintenant dans son sillage non plus seulement les Néo-québécois, mais aussi les francophones.

Les premiers ont continué, malgré quelques mesures incitatives qui ont nécessité d'immenses efforts (classes d'accueil, pré-maternelles françaises gratuites, etc.), à envoyer leurs enfants dans des écoles anglaises, dans une proportion de plus de 90 p. cent.

Mais est-ce leur faute, quand on sait ce qui se passe depuis trois ou quatre ans au sein même de la population francophone?

Les francophones s'anglicisent...

Cette année en effet, les journaux dévoilaient ce que le ministère de l'Éducation avait tenté jusqu'à la dernière minute de camoufler: les francophones sont de plus en plus nombreux dans les écoles anglaises.

Deux 1970, 13,600 élèves francophones sont passés du secteur français au secteur anglais, alors que seulement 2,000 jeunes anglophones faisaient le chemin inverse:

- si l'on ajoute à ces cas de transferts les élèves francophones qui ont commencé leurs études au secteur anglais, il y avait l'an dernier 25,307 élèves francophones dans les écoles anglaises. Cela équivaut à peu près à la population d'une ville comme Rimouski.
- Qui plus est, c'est dans les régions les plus authentiquement françaises du Québec que l'on constate aujourd'hui que c'est grâce aux francophones que les écoles anglaises survivent: au Saguenay, 43 p. cent de la clientèle du secteur anglais est francophone; à Québec, la proportion est de 33 p. cent, et à Trois-Rivières, de 54 p. cent.

- A Laval, la deuxième ville du Québec, où les francophones forment 87 p. cent de la population, la clientèle des écoles anglaises s'est accrue de 40 p. cent depuis dix ans, et le nombre d'écoles anglaises (dont plusieurs sont fréquentées par une majorité de francophones) est passé, en seulement deux ans, de six à 17.
- Et à Montréal... C'est là, au coeur économique du Québec, que l'anglicisation est la plus prononcée: pas seulement dans les écoles, mais partout.

C'est par l'école que se forment les prochaines générations de Québécois, par l'école qui transmet non pas seulement une langue, mais aussi une culture, c'est-à-dire une façon de vivre, de penser, de voir les choses. Rien d'étonnant à ce que le débat linguistique ait convergé sur le système scolaire, ce point névralgique, cette racine entre toutes d'une société... Car à quoi servirait-il que les adultes puissent (c'est une possibilité toute théorique) gagner leur vie en français, si leurs enfants, eux, s'anglicisent?

C'est en ce sens que le sociologue Jacques Brazeau rappelait ré-

cemment que c'est au niveau du système scolaire que l'État devrait agir en toute priorité s'il veut vraiment assurer la survie de la culture française au Québec.

Et cela, d'autant plus que l'État québécois a tous les pouvoirs en matière d'éducation, ce qui est loin d'être le cas dans le secteur économique.

Un climat pourri

Les effets du "bill 63"? On peut en énumérer d'autres...

1—La quasi-impossibilité, confirmée si besoin était par les commentaires critiques des administrateurs scolaires, d'organiser rationnellement l'enseignement: la clientèle scolaire est à ce point mobile, du point de vue linguistique, que chaque année on doit procéder à des réaménagements, à de nouvelles répartitions de locaux, à des transferts d'élèves... quand ce n'est pas à la fermeture d'écoles élémentaires françaises: il y a la baisse de la natalité, oui, mais il y a aussi le fait que les petits francophones passent au secteur anglais en plus grand nombre qu'auparavant.

2—Les innombrables contorsions auxquelles se livrent les pédagogues du ministère pour tenter de rendre l'école française plus "attrayante"... et notamment l'introduction de cours d'anglais (comme langue seconde) dès la

première ou la troisième année — mesure fort contestable et contestée sur le plan pédagogique, particulièrement dans le contexte québécois.

3—Le pourrissement du climat, qui élargit dramatiquement le fossé qui existait déjà entre les francophones et les néo-québécois. Les uns et les autres, de plus en plus insécurisés, transmettent à leurs enfants leurs propres craintes et leurs préjugés.

4—Le refus, de plus en plus marqué chez beaucoup de professeurs et d'étudiants francophones, d'enseigner ou d'apprendre l'anglais. Le refus viscéral d'apprendre une langue seconde ne se retrouve jamais, pourtant, dans les sociétés où la situation linguistique est saine, la langue maternelle solide, et où les gens ne se sentent pas menacés dans leur identité culturelle.

5—Enfin, les innombrables et tragiques retards pédagogiques causés par ces changements de langue d'enseignement: il est à peu près prouvé qu'un enfant forcé d'étudier dans une autre langue que la sienne éprouve davantage de difficultés dans toutes les matières, sans compter les traumatismes qui se développent au niveau de l'expression.

Telle est la situation, après cinq ans de laisser-faire en matière linguistique... Car la loi 63 n'est rien d'autre que cela.

'Solutions' et objections

Si la majorité (sinon la totalité) des organismes francophones font l'unanimité contre le bill 63, les solutions proposées jusqu'à présent ont été fort diverses. Il n'est pas inutile, à l'heure où le gouvernement s'approprie à présenter "sa" solution, de les passer en revue.

1—Tous les immigrants devraient être obligés d'inscrire leurs enfants à l'école française, quel que soit leur pays d'origine. Les objections: pourquoi serait-ce uniquement aux immigrants de porter le poids de la renaissance du Québec? Jusqu'à quel moment une famille néo-québécoise serait-elle tenue de se conformer à cette loi? Jusqu'à ce qu'elle obtienne sa citoyenneté (cinq ans environ)? Pareille mesure ne risque-t-elle pas de décourager l'immigration (dont le Québec a besoin)? Et serait-elle vraiment efficace, compte tenu du fait que l'immigration a sensiblement baissé ces dernières années?

2—Seuls les immigrants venant de pays non-anglophones (ou encore, ne connaissant pas déjà l'anglais) seraient tenus de fréquenter l'école française. Les objections: on créerait par là deux "classes" distinctes au sein même de la population néo-québécoise, les uns ayant la liberté de choix, les autres ne l'ayant pas. Cette sorte de "discrimination" frapperait d'abord les plus pauvres immigrants (Italiens, Grecs, Portugais, etc.). Pareille mesure ne serait sans doute pas efficace, puisque plus du tiers (38,4 p. cent en 1972) des immigrants viennent actuellement de pays anglophones — USA, Pakistan, Antilles, Grande-Bretagne, etc. Enfin, comment établir le caractère "anglophone" d'une famille immigrante? Par quels tests? Que faire dans le

cas de familles mixtes, de familles bilingues ou trilingues, etc?... Enfin, même objection que pour la première solution: pourquoi seulement les immigrants?

3—Les immigrants (tous les immigrants ou seulement les non-anglophones) seraient tenus de fréquenter l'école française. Les objections: s'il est plus logique d'obliger les premiers concernés (c'est-à-dire les francophones québécois) à faire ce qu'on exige des Néo-Québécois, on se demande maintenant pourquoi tout ce monde n'aurait pas le libre choix alors que les Anglo-Québécois, eux, l'auraient, ce qui en ferait, en quelque sorte, des citoyens privilégiés par rapport aux autres. Encore là, on crée deux classes distinctes de citoyens. Et, bien sûr, il faut compter avec le "backlash" des parents-électeurs qui tiennent mordicus à l'école anglaise pour leurs enfants.

4—Seuls les anglophones qui sont déjà installés au Québec (ou qui sont citoyens canadiens) auraient le libre choix. Objection: mais pourquoi alors les empêcher de s'alimenter à même leur propre bassin d'immigration? Faudrait-il revenir à la deuxième solution?

5—Le libre choix pour tout le monde: c'est la loi 63... mais au moins, tout le monde est sur le même pied et a des droits égaux. Règlements destinés à limiter le plus possible l'afflux des Néo-Québécois et des francophones vers l'école anglaise.

6—Un seul secteur d'enseignement public pour tout le monde, et qui sera un secteur français. Cela implique la francisation graduelle (sur une période de 15 ans par exemple) du secteur anglais.

Cette dernière solution, qui a, comme la cinquième, le mérite de placer tout le monde sur le même pied, qui a, donc, l'avantage d'être claire, logique, et de ne pas créer de distinctions entre les citoyens, est celle que proposait la semaine dernière la Ligue des Droits de l'Homme. Elle a aussi, de toute évidence, le mérite d'assurer une fois pour toutes la survie du français au Québec. Mais, suprême objection, elle aurait pour effet d'abolir la notion des "droits acquis" de la minorité anglophone, et, à toutes fins utiles, de sacrifier à long terme la culture anglo-québécoise (quoique les anglophones auraient la possibilité de se créer, avec l'aide de l'État sans doute, un secteur d'enseignement privé).

C'est un genre de solution que n'a jamais envisagé le gouvernement libéral, et qui susciterait sûrement, de la part de la minorité anglophone, de terribles levées de boucliers... auxquelles seul un gouvernement très solidement ancré dans la population francophone et extrêmement déterminé et courageux pourrait résister.

Se faufilant entre ces six "solutions", il y a toutes sortes de "moyens termes" d'ordre plus ou moins technocratique: l'idée des "tests" qui détermineraient si un enfant connaît assez l'anglais pour être admis à l'école anglaise (c'est la solution du ministre Cloutier), l'idée d'un plafonnement quelconque du secteur anglais (c'est la solution du Parti Québécois)... mais dans chaque cas, le "système" serait très difficile à administrer, et toute loi qui ne s'appliquerait pas de la même façon à tout le monde pourrait être facilement contournée.

gratuit

ESTIMATION ET DÉMONSTRATION
À VOTRE DOMICILE
LE JOUR OU LE SOIR

PAYEZ EN 90 JOURS — SANS INTÉRÊTS

NOUVEAU:

Portes tout aluminium
2" d'épaisseur
avec verre trempé.
Évitez à vos enfants
des blessures causées
par des vitres cassées

COMME D'HABITUDE
Wm Morris & Fils est toujours le
premier à vous offrir de nouvelles
améliorations dans ses produits

FENÊTRES
D'ALUMINIUM
ÉTÉ — HIVER
MODELE 1974
EN
6 COULEURS
FINI
EMAIL CUIT

FENÊTRES
COULISSANTES
CHOIX DE
6 COULEURS
FINI EMAIL CUIT

ESTIMATIONS GRATUITES

342-3800
Soirs, fêtes et fins de semaine

737-1960

LE PLUS GRAND NOM DANS LE DOMAINE DES PORTES ET FENÊTRES

Wm MORRIS & FILS
Mtl. Inc.

NE PAS CONFONDRÉ AVEC LES IMITATEURS
Anciennement sur Côte-de-Liesse. Maintenant à un seul endroit.
5479, avenue Royalmount, V.M.R.
112 rue à l'ouest du boul. Décarie et de La Savane

FACILITES DE PAIEMENT
SUCCESSALE DE QUÉBEC
263, rue Saint-Paul,
Québec
Té. : 692-2127

LE MIRACLE BRÉSILIEN... A QUEL PRIX?

— 3 —
par Paul LONGPRE

"LE BRÉSIL aujourd'hui? Le football, les femmes et les plages..." C'est tout ce que vous tirez de l'homme de la rue si vous tentez de l'embarquer dans une discussion politique. Surtout s'il vous perçoit comme un agent de la police politique déguisé en journaliste étranger.

C'est en tout cas le fruit de mes trois semaines de "chasse-à-l'homme-ordinaire" dans des dizaines d'aérogares, de restaurants et de petits bars à ciel ouvert où se consomment des quantités phénoménales de café noir sucré, de Brasília à Sao Luis, en passant par Sao Paulo, Rio et Salvador.

Et la dictature militaire? Les emprisonnements arbitraires? Les salaires fixés par l'Etat? Les profits des entreprises? La censure, la torture et la dépolitisation des masses?

"Nao, Senhor. Futebol, mulhieres e praias..."

Il se trouve heureusement des journalistes qui sont enfin heureux de vous confier, sous le couvert de l'anonymat, ce que la censure gouvernementale les empêche de publier. Bien sûr, il ne s'agit pas toujours de secrets d'Etat. Ainsi, la censure a supprimé dans les journaux la photo de Pablo Picasso, le jour de sa mort, parce que l'artiste avait été un ennemi irréductible de Franco... N'importe.

Il se trouve également quelques rares députés de l'opposition qui ne craignent pas de parler ouvertement, même au risque de se retrouver à l'ombre pour un bon moment.

Francisco Pinto, député de Bahia, est de ceux-là. Cet honneur risque de lui coûter très cher. Il se trouve en effet sous le coup d'accusation d'atteinte à la sécurité de l'Etat qui le rendent passible d'une peine d'emprisonnement de deux à six ans. Le motif? Il a osé attaquer, sur le parquet de l'Assemblée nationale, le général Pinochet, chef de la junte militaire chilienne, qu'il a qualifié d'opresseur et de meurtrier.

Une question de point de vue...

"Vous me demandez de faire le bilan de ces dix années de régime militaire au Brésil? Cela dépend de l'angle sous lequel on étudie la question. Si j'étais un capitaliste étranger, je dirais que cette révolution a fait des miracles. Si j'étais patron, servi à souhait par la compression des salaires, je répondrais que nous avons le meilleur gouver-

La liberté politique en échange du pain... un marché de dupes

nement au monde. Si j'étais travailleur, étudiant, politicien ou intellectuel, je vous dirais que cette soi-disant révolution ramène le Brésil au point où se trouvaient les Français avant la Révolution de 1789."

Le bilan n'est pas tendre. A 44 ans, Francisco Pinto, cet avocat gesticulant et décontracté, est déjà un vieux routier de la politique brésilienne. Il est très fier d'être au nombre des premiers "cassados", ces centaines de députés, sé-

nateurs gouverneurs militaires et hauts fonctionnaires qui ont été vaincus par tous les moyens et sous tous les prétextes, lors du coup d'Etat militaire de 1964 et qui, pour la plupart, n'ont pas encore recouvré leurs droits civiques.

A cette époque, Pinto était préfet (maire) de Feira de Santana, une ville de 200.000 habitants située à une soixantaine de milles de Salvador, capitale de l'Etat de Bahia et porte d'entrée de cette immense zone défavorisée du Brésil qu'on

appelle le Nordeste. Il avait été élu à cette charge par une bonne majorité de votes communistes. C'était plus qu'il n'en faut pour en faire un "cassado".

Emprisonné en 1964 et remplacé d'office par un autre préfet, il se défend lui-même devant le tribunal militaire et obtient gain de cause. Redevenu éligible à une charge publique, il réussit en 1971 à entrer au Congrès national comme député MDB. Seul parti d'opposition, le Mouvement démocratique brésilien

regroupe artificiellement les courants politiques qui n'ont pas été mis hors-la-loi lors du coup d'Etat.

Le citoyen ne peut plus dire ce qu'il pense

"Pourquoi cette révolution constitue-t-elle un pas en arrière, même s'il y a eu en fait un boom économique en termes de statistiques? Pour au moins trois bonnes raisons. Dans ce Brésil qui fête aujourd'hui ses dix ans de révolution, le citoyen ne peut plus penser et dire ce qu'il pense. Le peuple ne peut pas se donner de leaders naturels parce que la discussion et la libre circulation des idées ne sont pas tolérées. Les syndicats ne sont pas libres et ne peuvent exercer les pressions normales pour l'amélioration des conditions des travailleurs, alors même que les données officielles démontrent que ce sont eux qui font les frais du miracle brésilien.

"Il n'est pas exagéré, conclut le député contestataire, de parler d'une situation comparable à la situation française d'avant 1789, puisque nous nous battons précisément pour obtenir les droits fondamentaux que cette révolution a apportés à la France."

J'ai rencontré Pinto le 30 mars, à Rio de Janeiro, chez un avocat qui a défendu de nombreux prisonniers politiques et qui a connu lui aussi les embêtements policiers et la prison.

Le député avait appris deux jours plutôt la menace qui lui pendait au bout du nez. Quant au discours incriminant, il avait été prononcé deux semaines plus tôt, soit le jour même où Pinochet mettait le pied à Brasília pour assister, à titre d'invité officiel, à l'investiture du nouveau président brésilien, le général Ernesto Geisel.

Il y avait là un autre député de l'aile radicale du MDB, M. Lysaneas Dias Maciel, député de Guanabara, Etat qui comprend essen-

tiellement la ville de Rio. Même s'il représente une des régions la plus largement favorisée par le développement industriel accéléré des dernières années, son analyse de la "révolution" n'est guère plus indulgente.

Le pain se fait toujours attendre...

"Il y a dix ans, ils (les militaires) ont imposé un marché au peuple brésilien: la liberté politique en échange du pain. Pour la très grande majorité de la population, les pauvres, le pain se fait toujours attendre, alors que les investisseurs étrangers ont rapatrié pour quelque 82 milliards et demi de profits. Par contre, il y a un domaine où le Brésil est maintenant à l'avant-garde: l'efficacité policière et la propagande politique."

Quant à l'affaire Pinto, le député Maciel en tire deux conclusions. Premièrement, dit-il, cette manœuvre ne vise qu'à faire taire cette poignée de députés d'opposition qui entendent se servir de la Chambre pour réfuter la propagande gouvernementale. Il y a fort à parier que ce procès trainera encore à l'autome, lors des élections législatives, ce qui empêchera légalement Pinto de solliciter un renouvellement de mandat.

A plus long terme, cette affaire démontre selon lui que le printemps de Brasília, s'il doit jamais se produire, n'est pas pour demain.

"Ce régime, note-t-il, avait promis en 1964 de mettre fin au terrorisme et à la corruption généralisée, deux cancers qui rongeaient la société brésilienne. Après dix ans de meurtres et de tortures, de deux choses l'une, ils sont tout à fait incompétents ou alors ils croient en fait aux vertus et à la force de la dictature..."

Une douche froide

Toute cette histoire a eu l'effet d'une douche froide dans les milieux journalistiques et ecclésiastiques où on espérait, timidement bien sûr, une certaine libéralisation du régime politique avec l'arrivée au pouvoir du général Geisel.

Quelques jours plus tôt, le nouveau président, administrateur émérite de Petrobras, le monopole d'Etat pétrolier, avait promis, dans un énoncé de politique, d'instaurer une ère de dialogue avec les "élites contestataires" de la nation. Il faut croire que cela n'incluait pas les députés, me faisait remarquer, à la blague, le directeur d'un important journal brésilien.

Ce même analyste soulignait d'autre part que bien des députés brésiliens, au cours des derniers mois, s'en sont pris en Chambre à des chefs d'Etat étrangers, qu'il s'agisse de Castro, Mao, Allende et même Nixon, sans que l'on invoque contre eux cet article de la Loi de la sécurité nationale qui rend criminelle "toute offense publique, écrite ou parlée, contre le chef d'un gouvernement étranger".

A son avis, cette surprenante décision tient au fait que Pinto a touché un point névralgique de la cuirasse du gouvernement Geisel en s'opposant farouchement, dans son discours, aux avances de Pinochet en vue de créer un "axe anti communiste" entre le Chili, le Brésil, la Bolivie et l'Uruguay.

De nombreux observateurs politiques brésiliens voient se dessiner en Amérique latine un tel regroupement dans lequel le Brésil jouerait les gendarmes, étant lui-même sous la tutelle du "pays du Pentagone", pour emprunter une expression de Dom Helder Camara.

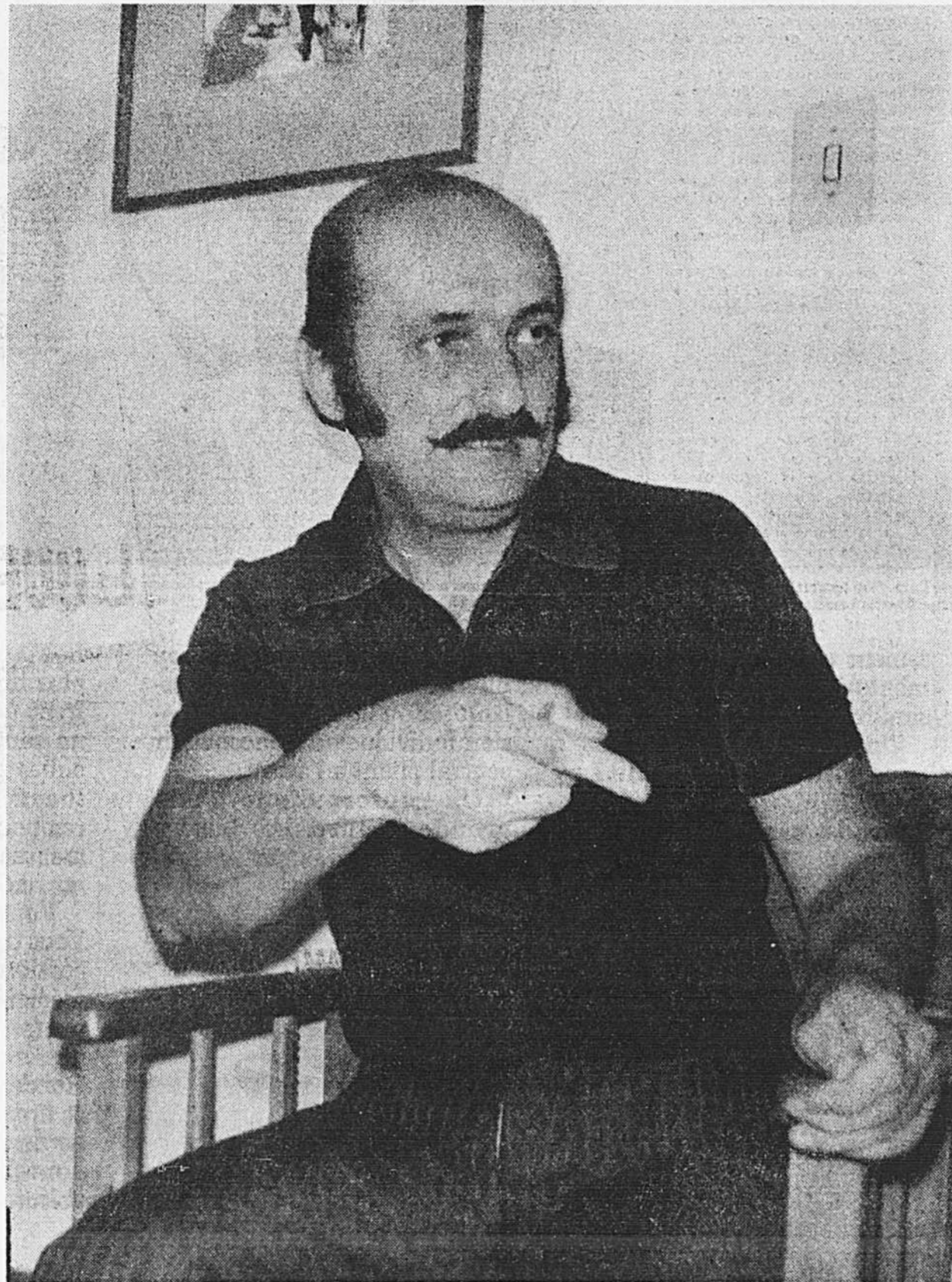
Il se peut finalement que cette dernière incartade du député de Bahia ait tout simplement été la goutte qui fait déborder le vase. L'an passé, à l'occasion du 40ème anniversaire de la mort d'Hitler, il s'était permis en Chambre ce genre de comparaisons qui doivent faire grincer des dents tous les généraux à quatre étoiles du Brésil ou d'ailleurs.

Faussement candide, sans jamais nommer le Brésil, il s'était livré à une analyse historique d'une heure dans laquelle il décrivait méthodiquement le cheminement du nazisme allemand vers le pouvoir absolu: attaques contre l'Eglise, censure de la presse, gouvernement par décrets, répression des étudiants et des travailleurs, mise hors-la-loi des partis politiques et suppression de l'habeas corpus.

C'était parler de corde dans la maison du pendu...

DEMAIN:

Un système bien rodé, la psychose de la subversion



Député de l'opposition de l'Etat de Bahia, Francisco Pinto, "cassado" des premières heures de la "révolution" est passible de deux à six ans de prison.

Entre généraux à quatre étoiles, on bloque les leaders civils

par Paul LONGPRE

"IL N'Y A RIEN dans tout cela de démocratique, mais nous sommes saturés de démocratie!"

L'affirmation a de quoi surprendre. D'autant plus qu'elle ne vient pas d'un quelconque citoyen californien qui serait étourdi par le double choc du Watergate et de l'Armée de Libération Symbiotique...

C'est un citoyen brésilien qui parle. Il a vécu depuis dix ans sous un régime qui fait de toute personne qui pense, conteste ou travaille à la promotion des droits de l'homme un "sujet" pour le fichier d'une des nombreuses polices du pays.

Et pas n'importe quel citoyen. Paulo Egidio Martins, ingénieur, administrateur, ami personnel du président Geisel, ex-ministre de l'Industrie et du Commerce dans le gouvernement Castelo Branco qui a commencé la série des régimes militaires en 1964. Il vient d'être "officieusement" désigné pour occuper dans quelques mois le poste très important de gouverneur de l'Etat de Sao Paulo, 18 millions d'habitants, centre nerveux de la nation.

"Tout cela", ce sont les critiques très sévères du régime politique et du modèle brésilien en développe-

ment formulées par les députés Pinto et Maciel.

Enfoncé dans un des confortables fauteuils de cuir de son salon, dans un quartier cossu de la banlieue de Sao Paulo, même s'il est bousculé depuis quelques jours par tous les "lobbies" qui moussent sa candidature, Paulo Egidio Martins a trouvé le moment de donner une entrevue à LA PRESSE. Comportement typique du Brésilien qui semble avoir toujours le temps dans sa poche.

Situation de "pré-Renaissance"

L'état de siège n'a-t-il pas assez duré dans ce pays où, même à la loupe, on ne peut plus trouver des traces de subversion?

"Nous avons en 1889 une constitution parfaite sur papier, répond le futur gouverneur à cette question pour le moins directe, mais cela n'a pas marché."

"Après bien des soubresauts politiques, le Brésil cherche présentement sa voie. Sans copier les autres systèmes, il tente de créer une formule par laquelle la priorité à l'économie débouche sur un nouveau modèle politique. Mais donnez-nous le temps. Même Dieu

a pris sept jours pour faire le monde..."

M. Martins refuse de définir le régime brésilien comme une dictature.

"Ce n'est pas la démocratie, mais ce n'est pas la dictature. De toute façon, je pense bien que nous n'aurons plus jamais une vraie démocratie libérale au Brésil. Nous sommes dans une situation de pré-Renaissance. Nous ne savons pas ce qui s'en vient, mais nous savons très bien que nous devons créer un million d'emplois par année — cela fait deux emplois à la seconde — pour bâtir une économie de marché dans ce pays."

Selon M. Martins, on pourrait parler de dictature au Brésil si tous les pouvoirs étaient dans les mains d'un seul homme. Ce n'est pas le cas, dit-il, puisque nous en sommes à notre quatrième président en dix ans.

Il ne s'inquiète pas outre mesure de voir cependant tout le pouvoir de dépenser concentré au niveau présidentiel. En effet, c'est le président qui nomme les gouverneurs, tandis que ces derniers nomment les préfets (maires) des principales villes. Il n'y a plus que les députés et les sénateurs qui soient élus au suffrage universel.

D'une part, le Congrès n'a que des pouvoirs théoriques, puisque les mesures les plus importantes sont l'objet de décrets présidentiels. D'autre part, le parti gouvernemental (ARENA) est assuré de contrôler "l'élection" du président. Et les généraux à quatre étoiles, placés à tous les points stratégiques, des sociétés d'Etat aux universités, veillent au grain pour empêcher l'émergence d'un éventuel leader populaire civil.

Delfim: voie d'évitement

C'est d'ailleurs à ce dernier aspect du système que M. Martins doit aujourd'hui, en bonne partie, d'accéder au poste de gouverneur de l'Etat de Sao Paulo. Et cela laisse peu d'espoir quant à un retour éventuel à un régime civil brésilien.

En effet, selon tous les observateurs politiques brésiliens, ce poste prestigieux et névralgique devait tout naturellement échoir au ministre des Finances du dernier gouvernement, un civil, le professeur Antonio Delfim Netto. Considéré comme l'un des économistes les plus brillants du pays, Delfim avait

été depuis sept ans le "cerveau" du modèle brésilien de développement. Son successeur, le ministre Mario Enrique Simonsen, entré en fonctions à la mi-mars en même temps que le président Geisel, promet d'ailleurs de s'inspirer des mêmes politiques.

Pourquoi donc est-on allé chercher une personnalité qui avait été absente de l'échiquier politique depuis 1967, alors que le professeur Delfim Netto avait manifesté son désir de l'occuper?

Le ministre Simonsen, à Brasília, donnait lui-même quelques jours plus tôt la réponse à cette question.

"Voyez-vous, répondait-il à LA PRESSE, à propos de cette double disgrâce qui frappe le professeur Delfim Netto, il était devenu une sorte de "premier ministre" des Finances. Cela ne pouvait aller..."

Appuyé à fond par les milieux financiers et industriels, il reste aussi que le professeur Delfim Netto aurait trouvé dans ce poste de gouverneur un excellent tremplin vers la présidence du pays. Son seul défaut, note le directeur d'un grand quotidien brésilien, aura été de ne pas être dans le club très fermé des généraux à quatre étoiles...

Trudeau dénonce Stanfield et ses "formules miracles"

SAINT-JEAN DE TERRE-NEUVE (PC) — De passage dans les Maritimes hier, le premier ministre Trudeau a modifié sa stratégie pour s'attaquer cette fois-ci aux conservateurs, à qui il a reproché de manquer de leadership.

Après avoir fustigé le NPD, dans la région de Toronto, en fin de semaine, au début de sa campagne électorale, le chef libéral a profité de sa première visite au pays de M. Stanfield pour tenter de démontrer que le chef de l'Opposition et son parti n'ont pas l'effort nécessaire pour former le prochain gouvernement.

Selon M. Trudeau, la seule réponse du chef conservateur à la crise du pétrole, par exemple, a été d'aller voir les premiers ministres provinciaux, de leur demander conseil, de revenir finalement sans proposer de solution, mais non sans avoir provoqué un conflit entre les premiers ministres Davis, de l'Ontario, et Lougheed, de l'Alberta.

"Est-ce une forme de leadership, une telle attitude?", a demandé M. Trudeau aux quelque 300 partisans au cours d'une brève réception hier midi.

En soirée, le chef libéral a repris sensiblement les mêmes propos contre les conservateurs au cours d'une assemblée de mise en candidature en faveur du ministre des Anciens combattants, M. Daniel McDonald, dans la circonscription de Cardigan, dans l'île du Prince-Edouard.

Il a dénoncé une fois de plus la suggestion de M. Stanfield de bloquer les prix et les revenus comme moyen de juguler l'inflation.

Le premier ministre, accompagné de sa femme Margaret et du bébé de la famille, Sacha, âgé de cinq mois, est arrivé à l'aéroport de Saint-Jean, où une centaine de personnes lui ont réservé un accueil chaleureux.

Après avoir serré les mains à plusieurs d'entre elles, M. Trudeau s'est rendu à la réunion des partisans et, conjuguant ses efforts à ceux de M. Don Jamieson, ministre de l'Expansion économique régionale, candidat à Terre-Neuve, il a tenté de fouetter l'ardeur des libéraux.

"J'irai parler au plus grand nombre de Canadiens possible d'ici le 8 juillet et leur expliquerai ce que le gouvernement a fait depuis 18 mois et leur démontrerai que nous avons tout pour gagner; les bons candidats, des réalisations et un parti uni.

Faites la même chose, ici, à Terre-Neuve, et nous serons victorieux le 8 juillet", a dit M. Trudeau qui a adopté un ton agressif qui semble plaire à ses partisans.

Les eaux territoriales

Puis, parlant de la pêche commerciale, il a dit que "le Parti libéral s'est engagé à défendre toutes et chacune des parties du pays" et que l'on en aura une nouvelle preuve lors de la conférence sur le droit de la mer, conférence qui doit commencer le mois prochain à Caracas, capitale du Venezuela.

Il n'a pas fourni de précisions à ce sujet, mais il n'a pas caché que la délégation canadienne à cette réunion se battra pour que le Canada exerce plus d'autorité que présentement sur la pêche en haute mer. Il est déjà connu que le gouvernement veut étendre à 200 milles la limite des eaux territoriales du Canada.

Puis M. Trudeau a souligné le travail que fait pour Terre-Neuve le ministre de l'Expansion économique ré-

gionale, M. Don Jamieson, qui est le député sortant de la circonscription terreneuvienne de Burin-Burgeo. Il a dit notamment que M. Jamieson avait grandement contribué à fournir des emplois aux Terre-Neuviens, par le truchement de diverses subventions.

A la dissolution du Parlement, les libéraux détenaient trois des sept comtés de cette province et les conservateurs quatre.

Après l'assemblée, le premier ministre s'est retrouvé face à une dizaine de femmes de l'âge d'or, qui pancartes à la main, lui réclamaient une aide plus généreuse du gouvernement pour assumer leurs frais de transport.

Sur une des pancartes, on pouvait lire: "\$120,000 pour un DC-9, seulement \$10,000 pour le transport des personnes âgées".

M. Trudeau voyage à bord d'un appareil DC 9 loué de la société Air Canada.

Le premier ministre s'est entretenu pendant quelques minutes avec les dames, qui demandent que la subvention soit portée à \$25,000.

Dans l'après-midi, M. Trudeau a visité une usine de transformation de poisson et rencontré quelques-uns des 325 employés de la National Sea Pro-

ducts Ltd., dont 50 p. cent de la production est acheminée vers les Etats-Unis.

Avant de quitter Saint-Jean, le chef du gouvernement a provoqué un véritable embouteillage dans la rue principale quand il a décidé de faire une petite marche.

Des centaines de personnes se sont retrouvées sur son passage et pendant plus d'une demi-heure, il a conversé directement avec les électeurs, stratégie qu'il semble affectionner de plus en plus.

Au cours de l'assemblée pour élire le candidat M. McDonald, M. Trudeau a exhorté là encore ses partisans "à déployer tous ensemble et en même temps des efforts incessants pour procurer une victoire éclatante aux libéraux, le soir de l'élection".

Le premier ministre est revenu à Ottawa immédiatement après la réunion et, aujourd'hui, il participe à une grande assemblée publique dans son comté de Mont-Royal, où il sera choisi officiellement candidat.

Demain, il vaquera aux affaires de l'Etat dans la capitale avant de reprendre la route jeudi. M. Trudeau effectuera une première visite dans l'Ouest, en Saskatchewan.

FLASH/ELECTIONS

Trois candidats du Waffle en Ontario

Les électeurs de trois comtés ontariens auront des candidats d'une nouvelle organisation en vue de l'élection du 8 juillet — le Mouvement du waffle socialiste.

Etant à ses débuts un groupe oeuvrant au sein du Nouveau parti démocratique, le Waffle avait été mis en demeure de se dissoudre ou de quitter le parti. Il choisit la deuxième option puis établit des organisations séparées en Ontario et en Saskatchewan.

Un des fondateurs du groupe, M. Jim Laxer, se présentera dans une circonscription de Toronto, un professeur d'université, Bela Egedy, briguera les suffrages à Ottawa, et un troisième candidat tentera de remporter une circonscription de London.

Prenant la parole à Ottawa en fin de semaine, M. Egedy a déclaré: "Les principaux partis n'ont pas su défendre les intérêts des travailleurs canadiens au cours des 18 derniers mois".

Frenchie Jarraud candidat du PC

L'animateur radiophonique Frenchie Jarraud sera candidat du Parti conservateur dans la circonscription de Saint-Henri en vue des élections du 8 juillet.

M. Jarraud a déclaré hier que depuis plusieurs années il songeait à faire de la politique active et qu'il avait décidé cette fois-ci "d'aller voir ce qui se passe là-dans".

"Je veux me battre pour des idées que j'ai défendues depuis des années", a-t-il dit.

L'annonce officielle de sa candidature est prévue pour jeudi.

Stanfield se prépare...

Pendant que ses rivaux sont déjà partis à la cueillette des votes, le chef conservateur, M. Robert Stanfield, n'a fait aucune apparition publique, se contentant de préparer pour le milieu de cette semaine l'ouverture de sa campagne électorale.

Le coup d'envoi est prévu pour jeudi, à Winnipeg. Ensuite, au cours de la semaine, le chef de l'Opposition sera successivement à Montréal, dans les Maritimes, dans les Prairies et en Colombie-Britannique.



Duff ROBLIN

Roblin confirme sa candidature

L'ancien premier ministre du Manitoba Duff Roblin a annoncé officiellement qu'il sera candidat conservateur dans le comté de Peterborough, en Ontario, en vue de l'élection du 8 juillet. Il fera la lutte au secrétaire d'Etat, M. Hugh Faulkner.

Trudeau a une "bonne nouvelle"

Le premier ministre Trudeau a indiqué hier qu'il annoncera bientôt un "bon programme d'habitation" qui diminuera le fardeau des gens à revenus modestes, tout en l'augmentant pour les plus fortunés.

Il a précisé que le programme sera conçu de façon à aider surtout ceux qui sont situés au centre ou dans le bas de l'échelle des salaires.

Il a ajouté que pour les maisons dont les prix sont élevés, les futurs acheteurs auront probablement à fournir des paiements initiaux plus importants.

De l'autre côté, a-t-il poursuivi, les gens auront des paiements initiaux moins élevés.

M. Trudeau a refusé de fournir d'autres détails, déclarant en conclusion que le programme sera annoncé au cours de la campagne électorale par lui-même ou par le ministre d'Etat aux Affaires urbaines, M. Ron Basford.

Lewis: les grandes compagnies dirigent le Canada

WINNIPEG (PC) — La hausse des salaires n'est sûrement pas la cause de la hausse des prix et il n'est pas nécessaire d'être grand clerc pour se rendre compte que la raison pour laquelle le coût de la vie augmente d'une façon épouvantable, c'est que le gouvernement ne fait rien devant la hausse des bénéfices des sociétés, devant la hausse des dividendes et devant la hausse des taux d'intérêt, a déclaré hier à Winnipeg le chef du Nouveau parti démocratique, M. David Lewis.

Les salaires augmentent bien moins rapidement que les prix et nous avons cette situation parce que ce sont les compagnies qui mènent au Canada, a-t-il ajouté.

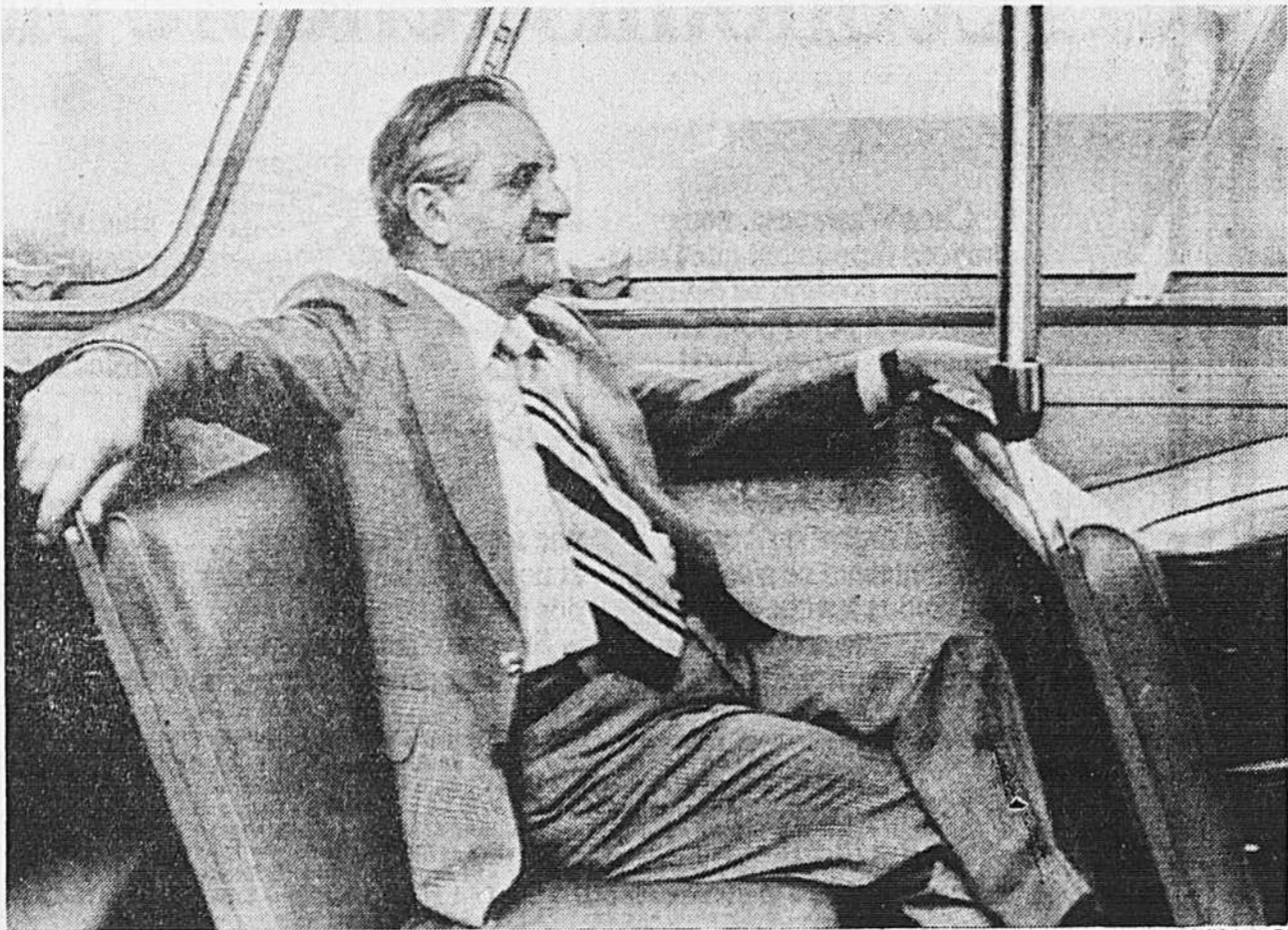
Le NPD, a-t-il poursuivi, est plus déterminé que jamais à combattre la mainmise des grandes sociétés sur le gouvernement et sur la population.

M. Lewis s'adressait alors à des reporters. Il était de passage à Winnipeg en route vers la Saskatchewan.

Le NPD détient présentement trois des 13 sièges fédéraux du Manitoba et il compte bien enlever aux conservateurs dans cette province le comté de Churchill.

Régie des prix, pas des salaires

Que fera le NPD pour enrayer la flambée des prix? M. Lewis répond qu'il faut une véritable régie des prix, une régie qui empêchera des prix de monter et fera baisser d'autres prix. Il ajoute qu'il faut une régie des prix, mais une régie des salaires, vu que, dit-il, les salaires ne sont pas à l'origine de la flambée des prix.



En route...

Le chef du Nouveau parti démocratique, M. David Lewis, médite sur la campagne en vue des élections fédérales du 8 juillet, chemin faisant, en autobus, entre l'aéroport de Winnipeg et son hôtel. M. Lewis a passé un lundi plutôt calme, réduisant ses activités à l'écoute de la radio.



Le premier ministre Trudeau paraît enchanté de la fraîcheur d'un morceau de morue, lors d'une visite qu'il a effectuée dans une poissonnerie de Saint-Jean de Terre-Neuve, hier, en compagnie du leader du Parti libéral de cette province, M. Ed Roberts. M. et Mme Trudeau ont passé la journée à Saint-Jean et Montague, dans l'île du Prince-Edouard.

Caouette n'aurait pas la partie facile dans la région de Québec

par Daniel L'HEUREUX de notre bureau de Québec

QUEBEC — Les élections fédérales du 8 juillet prochain risquent fort de coûter cher aux créditistes dans la région de Québec: si les tendances se maintiennent, trois des cinq circonscriptions qu'ils y détiennent passeront vraisemblablement aux libéraux.

Au mieux, les créditistes pourraient par ailleurs reprendre un siège, celui de la Beauce, tandis qu'il est peu probable que les conservateurs ou encore moins les néo-démocrates mettent la main sur l'un ou l'autre des 11 comtés de la région de Québec.

Ces 11 circonscriptions, celles de Langlier, Louis-Hébert, Montmorency, Québec-Est, Portneuf, Charlevoix, Lévis, Bellechasse, Beauce, Lotbinière et Kamouraska, ont un passé électoral assez semblable. Après avoir été représentées par des libéraux depuis le début de la Confédération, sinon le début du siècle, la majorité d'entre elles ont succombé à la vague conservatrice de 1953 pour ensuite s'écrire des créditistes en 1962 et 1963. En fait, neuf députés créditistes s'y étaient fait élire en 1962.

Depuis cette date, libéraux et créditistes se disputent ces comtés. En 1965, les créditistes n'en avaient conservé que deux. En 1968, ils remontaient la côte en en prenant cinq. Enfin, en 1972, les créditistes perdirent la Beauce mais reconquirent Charlevoix.

Toutefois, même s'ils ont réussi à conserver cinq sièges dans la région de Québec au dernier scrutin, les créditistes avaient enregistré à cette occasion une baisse considérable dans le

pourcentage des voix. A une exception près, les députés du Crédit social avaient vu leur majorité se rétrécir tandis que les libéraux réels augmentaient leur avance.

Samson et Roy

Les députés créditistes provinciaux, Camil Samson et Fabien Roy, donneront vraisemblablement un petit coup de main à leurs collègues fédéraux dans la région de Québec. Mais comme ils ne sont que deux pour représenter leur parti à l'Assemblée nationale du Québec, et que la présente session s'annonce intensive, MM. Roy et Samson ne pourront évidemment se consacrer que très partiellement à l'élection fédérale.

Les déboires des créditistes sur la scène provinciale n'auront par ailleurs certainement pas aidé la cause du Parti créditiste. Il n'est pas défendu de penser que les querelles entre les clans Dupuis et Roy-Samson aient refroidi l'ardeur et la fidélité de plusieurs militants.

Reste à savoir si les créditistes, sentant que les positions du gouvernement libéral sont incertaines pour l'ensemble du pays, n'auront pas le réflexe collectif de voter libéral pour éviter une défaite au gouvernement Trudeau, dont ils sont manifestement plus proches que du parti de M. Robert Stanfield.

A première vue, c'est le comté de Portneuf que les créditistes fédéraux risquent le plus de perdre. Cette circonscription est créditiste depuis 1962, même si le député actuel, M. Roland Godin, n'est là que depuis 1965. La majorité de ce dernier sur le candidat libéral n'était que de 513 voix en 1972. Depuis, la banlieue de la vieille capitale s'est étendue, urbanisant davantage ce comté, ce qui ne pourra que jouer au détriment de M. Godin.

Gilles Caouette

Au dernier scrutin provincial, le comté qui regroupe Portneuf, celui de Chauveau, avait relégué au troisième rang le candidat créditiste, à qui les observateurs concédaient pourtant des chances de l'emporter.

Dans Charlevoix, Gilles Caouette, le fils de Réal, devra mener une lutte très serrée s'il veut maintenir la faible majorité de 159 voix qui lui avait permis de prendre ce comté que le conservateur Martial Asselin avait ni plus ni moins laissé libre en devenant sénateur. Pour peu que ce qui reste de la fièvre créditiste ait de nouveau diminué, le fils du patriarche de cette grande famille devra céder sa place au Parti libéral, qui s'était classé deuxième en 1972 dans ce comté.

Les positions créditistes sont loin d'être assurées par ailleurs dans Bellechasse, où le député Adrien Lambert n'avait que 1,285 votes de majorité en 1972. Comme on le sait, aux élections provinciales, cette circonscription n'a pas hésité à faire sauter le chef de l'UN, M. Gabriel Loubier. Une consolation pour M. Lambert cependant. Le candidat libéral qui l'avait si bien talonné en 1972 ne sera plus là pour lui faire la lutte. Car c'est justement lui, M. Pierre Mercier, qui a réussi à battre M. Loubier sur la scène provinciale.

Les assises créditistes sont beaucoup plus solides dans Kamouraska, comté qui est créditiste depuis 1962. Son député, Charles-Emile Dionne, avait en 1972 une majorité de plus de 5,000 voix, tous ses adversaires réunis ne cumulant même pas les 14,000 votes qu'il avait recueillis.

Le comté créditiste le moins en danger dans la région de Québec est celui de Lotbinière, représenté depuis 1968 par M. André Fortin. Il s'agit ici avant tout d'un succès personnel, ce jeune député recueillant même des votes autant chez des libéraux que des péquistes notoires.

Rodrigue, hésitant

La Beauce est logiquement le seul comté que les créditistes auraient quelque chance de reprendre, ne l'ayant perdu en 1972 que par 484 voix. Néanmoins, le député créditiste qui s'était alors fait ravir son siège, M. Romuald Rodrigue, demeure très hésitant à se représenter, même si Réal Caouette l'a déjà proclamé candidat officiel de son parti.

Dans les cinq autres comtés, les libéraux ont des avantages si considérables qu'il serait prématuré de prédire le moindre changement. A moins qu'une vague conservatrice n'atteigne l'ensemble du Québec (on ne la voit pas encore), ou qu'une personnalité prestigieuse décide de briger les suffrages sous l'étiquette du PC, on voit mal où ce parti, qui s'était classé troisième dans chacun des onze comtés de la région en 1972, pourrait faire une percée.

Les conservateurs ambitionnent de faire une chaude lutte au ministre Jean Marchand dans Langlier; c'est cependant dans Lévis que les disciples de Robert Stanfield avaient fait meilleure figure en 1972 en y recueillant près de 10,000 voix.

Le NPD entend déployer des efforts particuliers dans Louis-Hébert, où il s'était classé deuxième la dernière fois. C'est dans le comté du même nom que sur la scène provinciale le prestigieux candidat péquiste Claude Morin n'avait été défait que de justesse par le candidat libéral. Toutefois, les frontières du comté fédéral ne sont pas les mêmes qu'au niveau provincial. Et la différence est importante puisque le comté fédéral comprend la ville de Sillery, quartier cossu et indéfectiblement libéral. Avec sa majorité de quelque 22,700 voix, Mme Albanie Morin peut faire campagne en paix.

Dans Québec-Est, le député libéral Gérard Duquette, qui avait comme adversaire créditiste en 1972 M. Robert Robichaud, aura peut-être à lui faire face de nouveau cette année. Mais en plus, il devra lutter contre le frère du candidat créditiste, M. Médéric Robichaud, qui lui se présente conservateur. Une belle affaire de famille.

Il est maintenant acquis que les cinq députés créditistes de la région se représenteront. De même pour les députés libéraux à l'exception peut-être de celui de Montmorency, M. Ovide Laflamme, lequel ne doit faire connaître sa décision que ce soir. M. Laflamme s'était fait réélire avec une majorité de près de 10,000 voix en 1972.

LE MONDE

Des grévistes firent sur la police à Belfast

BELFAST (PA) — L'escalade de violence, qui s'est instaurée en Irlande du Nord depuis le début de la grève générale déclenchée par les protestants, a franchi une nouvelle étape, aujourd'hui, lorsque des grévistes ont ouvert le feu, avec des armes automatiques, sur des policiers qui tentaient d'enlever des barricades érigées par les grévistes, à Belfast, afin de paralyser la circulation dans cette ville. Cette fusillade n'a, cependant, pas fait de victimes.

Par ailleurs, le secrétaire général du Congrès des syndicats ouvrier britannique, Lionel Murray, a été bousculé et frappé, ce matin, par des fanatiques protestants, alors qu'il dirigeait un défilé favorisant le retour au travail dans les grands chantiers navals de Harland and Wolff. Seulement 150 travailleurs ont participé à cette marche, ce qui s'est avéré trop peu pour inciter la masse des ouvriers du chantier à retourner à leurs postes. La police a dû intervenir pour protéger les marcheurs menacés de représailles par les grévistes.

Entre-temps, quelque 500 soldats britanniques ont été transportés lundi par avion en Irlande du Nord, pour contribuer au maintien de l'ordre pendant la grève générale déclenchée par les extrémistes protestants.

Un porte-parole du ministère de la Défense a déclaré que ces hommes "allaient appuyer les pouvoirs civils", comme les 15.500 soldats britanniques normalement cantonnés en Ulster.

D'autre part, M. John Hume, ministre du Commerce de l'Irlande du Nord, a déclaré que toute la distribution d'électricité de la province risquait de cesser totalement, par manque de main-d'œuvre et de carburant.

Kennedy a payé \$217,844 d'impôts fédéraux en 1973

BOSTON (PA) — Le sénateur Edward M. Kennedy a payé en 1973 \$217,844 en impôts fédéraux sur le revenu, sur un revenu brut ajusté de \$461,444, ont écrit hier deux journaux de Boston sur la foi des dossiers d'impôt que le sénateur leur a révélés.

Les journaux, Boston Herald American et Boston Globe, ont publié hier de copies de la déclaration d'impôt du sénateur Kennedy et de son épouse, Joan. Cette déclaration indique les revenus du couple, outre son traitement de sénateur, qui est de \$42,500 par année.

Le revenu des Kennedy inclut \$21,567 provenant de dividendes, \$126,257 de la fiducie Joseph Kennedy, \$3,355 de droits d'auteur et \$1,623 de quatre puits de pétrole. Joseph Kennedy était le père du sénateur. Ce dernier a déduit \$38,773 de taxes autres que fédérales de son revenu, \$24,985 de paiements hypothécaires.

Indécision en Australie

SYDNEY, Australie (PA) — Les observateurs politiques estimaient hier que le vote des Australiens vivant outre-mer et d'autres votant par correspondance décidera du sort du premier ministre travailliste sortant, M. Gough Whitlam.

Les résultats initiaux du scrutin de samedi dernier indiquaient que M. Whitlam resterait au pouvoir, mais le parti de M. Snedden, leader des libéraux, gagnait du terrain au fur et à mesure que le décompte du vote procédait. Ni M. Whitlam n'a revendiqué la victoire, ni M. Snedden n'a concédé la défaite. Les estimations les plus sérieuses semblent indiquer que le parti de M. Whitlam a conservé une majorité allant d'un à trois sièges à la Chambre basse. Les travaillistes détenaient 67 sièges sur 125 au Parlement. La nouvelle Chambre des représentants comptera 127 sièges. Hier, les travaillistes avaient 64 sièges et l'opposition 57. Six sièges n'avaient pas encore été attribués. Les résultats définitifs de l'élection pourraient n'être connus que d'ici une semaine.

Des armes russes à la Libye

MOSCOU (UPI) — De source diplomatique arabe, on apprend que l'Union soviétique a accepté de fournir des armes à la Libye. Un accord dans ce sens aurait été conclu au cours de la visite à Moscou de M. Abdel Salam Jalloud, premier ministre libyen.

M. Jalloud avait soumis aux Russes la liste des armements qui l'intéressaient et les Russes auraient consenti à lui livrer environ 60 pour cent de ce qu'il demandait.

Arrivé mardi dernier à Moscou, le chef du gouvernement libyen est parti, hier, pour Léningrad. Un accord commercial a été également signé au cours de cette visite. MM. Brejnev, Podgorny et Kossyguine ont été invités à venir en Libye et ces invitations ont été acceptées — les dates des visites devant être fixées ultérieurement.

Watergate: Jaworski accuse Nixon de vouloir tourner son enquête en "farce"

WASHINGTON (PA, UPI) — Le juge fédéral John Sirica a sommé hier le président Nixon de remettre d'ici le 31 mai, les bandes enregistrées de 64 conversations réclamées par le procureur spécial Leon Jaworski dans le cadre de son enquête sur le scandale du Watergate.

Cette décision était à peine rendue que M. Jaworski révélait qu'il était engagé avec la Maison-Blanche dans une nouvelle confrontation appelant celle qui avait entraîné le congédiement de son prédécesseur, M. Archibald Cox, et la démission du ministre de la Justice Elliott Richardson et de son adjoint, en octobre dernier.

Dans une lettre sévère adressée à la commission judiciaire du Sénat, à qui M. Nixon avait promis de ne pas intervenir dans le travail du pro-

curateur spécial, M. Jaworski accuse pratiquement le président Nixon de tenter de dicter quelles preuves pouvaient être invoquées dans les poursuites intentées dans cette affaire menaçant ainsi de tourner en "farce" son enquête sur le Watergate.

Droit contesté

M. Jaworski allègue dans sa lettre qu'au cours des procédures la Maison-Blanche a soutenu que "je ne pouvais amener le président devant les tribunaux", parce qu'en fait le président est le patron du procureur spécial.

"Le point crucial est que le président, par son avocat, conteste mon droit de prendre action contre lui pour obtenir des preuves. En d'autres mots, il prétend que je ne puis ame-

ner le président devant les tribunaux," déclare M. Jaworski. "Accepter cette prétention limiterait considérablement l'indépendance que je considère essentielle pour m'acquitter de mes responsabilités telles que prévues dans la charte établissant ce poste..."

"Tout argument soulevé par les avocats de la Maison-Blanche qui conteste mon droit d'invoquer la procédure judiciaire contre le président... ferait une farce de la charte du procureur spécial et serait contraire à l'idée que j'avais et que les membres de votre commission avaient apparemment au moment de ma nomination."

Après la réception de cette lettre, le président de la commission judiciaire du Sénat, le sénateur James Eastland, démocrate du Mississippi, a convoqué

une séance de la commission pour cet après-midi et il a invité M. James St. Clair, l'avocat de Nixon, et M. Jaworski à se tenir prêts à comparaître.

En ordonnant à la Maison-Blanche de remettre les enregistrements demandés par le procureur spécial d'ici la fin du mois, le juge Sirica a déclaré que "l'indépendance de M. Jaworski a été affirmée et réaffirmée par le président et ses représentants".

Le juge Sirica a toutefois ajouté qu'il était prêt à accorder un délai jusqu'à vendredi pour permettre aux avocats du président d'en appeler de sa décision, s'ils le désirent. M. St. Clair a déjà indiqué son intention d'en appeler jusqu'à la Cour suprême si nécessaire.

Pendant qu'éclatait cette nouvelle controverse entre le procureur spécial

et la Maison-Blanche, le président de la commission judiciaire de la Chambre des représentants, qui examine la possibilité d'une mise en accusation du président, a déclaré que sa commission étudierait l'opportunité d'émettre une nouvelle assignation de son côté si la Maison-Blanche ne livre pas les enregistrements demandés concernant l'affaire ITT et celle des contributions électorales de l'industrie laitière.

M. St. Clair avait promis une réponse pour le début de cette semaine, mais aucune réponse n'était parvenue hier. M. Rodino a également déclaré que la commission étudierait les mesures à prendre si la Maison-Blanche continue de refuser II enregistrements relatifs à Watergate que la commission a demandés par assignation.



1614photo PA

Giscard s'entretient avec Poher

Le nouveau président de la République française, M. Valéry Giscard d'Estaing (à droite), prend congé de l'Occupant temporaire de l'Élysée, le président intérimaire Alain Poher, président du Sénat, à l'issue de leur entrevue d'hier. Les deux hommes ont parlé de la passation des pouvoirs qui aura lieu lundi prochain, le 27 mai.

Giscard choisira un premier ministre de moins de 45 ans

PARIS (AFP, PA, UPI) — Le président Valéry Giscard d'Estaing assumera ses fonctions le lundi 27 mai. Il a indiqué que la passation des pouvoirs aura lieu ce jour-là. Son élection est considérée comme définitive, sous réserve de la sanction du Conseil constitutionnel.

En effet, hier, le ministère français de l'Intérieur a rendu publics les résultats définitifs du scrutin de dimanche, tant en métropole que dans les départements et territoires d'outre-mer (DOM et TOM). Le candidat libéral a obtenu 50,8 p. cent des suffrages exprimés, soit 13.397.413 voix, et le candidat de la gauche a recueilli 49,19 p. cent, 12.975.622 voix. Le taux de participation a été de 86,75 p. cent en métropole et de 66,45 p. cent dans les DOM et TOM.

Le nouveau président a annoncé qu'il comptait réunir son premier conseil des ministres le mercredi 29 mai. Les conseils des ministres se tiennent traditionnellement en France le mercredi. Après son entrée en fonctions, la première tâche de M. Giscard d'Estaing sera de désigner un nouveau premier ministre.

Tâche difficile

Le quotidien Le Figaro titrait hier matin que la tâche du nouveau président s'annonce difficile, dont l'élection ne fut assurée que par moins de 51 p. cent des suffrages exprimés. Ce titre du journal conservateur et les réac-

tions des grandes centrales ouvrières qui ont soutenu le candidat de la gauche, M. François Mitterrand, reflètent le climat politique d'expectative après le succès du candidat libéral.

Le nouveau président de la République a d'ailleurs ménagé le suspense: mon gouvernement va vous surprendre. Vous voulez le changement. Vous ne serez pas déçus. Une ère s'est ouverte de rajeunissement et de changement, a-t-il déclaré dimanche soir. En même temps, les mouvements et syndicats qui ont appuyé le candidat de la gauche ont noté que le nouveau chef de l'Etat devra tenir compte du poids de l'opposition de gauche dont les voix ont atteint un niveau record.

Homme jeune

En fait, après la proclamation officielle des résultats de l'élection présidentielle par le Conseil constitutionnel de neuf membres, attendue pour le milieu de la semaine, un gouvernement sera aussitôt constitué. Aucun nom de premier ministre n'a encore été prononcé. Mais M. Giscard d'Estaing a déjà confié à quelques journalistes que son premier ministre aurait moins de 45 ans. Certains observateurs ont pensé qu'il s'agissait de l'actuel ministre de l'Intérieur, Jacques Chirac, mais il n'est pas exclu qu'il s'agisse d'un technicien non parlementaire comme M. Claude-Pierre Brossette, directeur du Trésor au ministère des Finances, âgé de 42 ans.

Tomaz et Caetano reçoivent l'asile politique au Brésil

LISBONNE (UPI, PA, AFP) — Le gouvernement portugais a envoyé en exil au Brésil l'ex-président Americo Tomaz et l'ex-premier ministre Marcelo Caetano, déposés par le coup d'Etat du 25 avril.

Les deux hommes d'Etat sont arrivés hier soir à Sao Paulo à bord d'un avion militaire portugais en provenance de l'île de Madère, où ils étaient en état d'arrestation depuis la prise du pouvoir par une junte militaire.

Le Brésil a accordé l'asile politique aux deux anciens leaders portugais, qui l'avaient sollicité, en précisant que ceux-ci s'étaient engagés à ne faire aucune déclaration et à ne se livrer à aucune activité politique.

La junte de salut national a autorisé leur départ de Madère en dépit des demandes de la gauche pour qu'ils soient jugés.

L'amiral Tomaz était accompagné de sa femme et de sa fille, mais M. Caetano voyageait seul.

Le gouvernement portugais a par ailleurs déclaré une trêve en Angola dans un effort pour faire démarrer des pourparlers de paix avec les mouvements de libération.

Des incidents ont éclaté d'autre part à Praia, capitale des îles du Cap-Vert, où la police a fait usage des mitraillettes dimanche pour rétablir le calme parmi des manifestants de tendances diverses qui s'affrontaient. L'agence portugaise ANI rapporte que huit personnes ont été blessées, dont deux ont été transférées par avion à Bissau, capitale de la Guinée équatoriale, pour y recevoir les soins que nécessitait leur état. Il y a eu certain nombre d'arrestations.

Cependant, le ministre portugais de la coordination interterritoriale, M. Antonio de Almeida Santos, est arrivé hier au Mozambique pour une visite de trois jours, première étape d'une tournée dans les territoires portugais d'Afrique. Il visitera l'Angola plus tard cette semaine.

Kissinger a pratiquement réalisé un accord entre Israël et la Syrie

JERUSALEM (PA, UPI, AFP) — Le secrétaire d'Etat Henry Kissinger a mis au point, à toutes fins pratiques, un accord de désengagement avec le président de la Syrie, le général Hafez El Assad, a déclaré hier à Jérusalem un membre de l'entourage du chef de la diplomatie américaine, à son retour de Damas, où il avait accompagné M. Kissinger. Ce dernier aurait fait également de grands progrès dans la capitale syrienne sur la question de la zone-tampon qui doit séparer les forces syriennes et israéliennes. Cette zone serait administrée par les forces de l'ONU. M. Kissinger retourne à Damas aujourd'hui.

Au Caire, un porte-parole de l'ONU a indiqué que les forces de l'organisation internationale sont prêtes à envoyer des soldats, dès que la demande en aura été faite, pour patrouiller au Golan dans une zone-tampon qui aura été créée par un accord de désengagement.

Délimitation de la ligne

De son côté, l'agence israélienne Itim, citant un membre important de la délégation américaine accompagnant M. Kissinger, a annoncé hier que le président Assad a accepté tous les points des propositions américaines sur la délimitation de la ligne de désengagement des forces israéliennes et syriennes au Golan.

A Damas, un texte officiel diffusé dans la soirée d'hier, peu après le départ du secrétaire d'Etat américain

pour Israël, est venu réaffirmer la position de principe du gouvernement syrien. Le texte rappelle les deux objectifs essentiels pour lesquels la Syrie a déclenché la guerre d'octobre et poursuit la guerre sur le Golan: le retrait total d'Israël des territoires arabes occupés et la garantie des droits du peuple palestinien. La Syrie restera en toutes circonstances et à chaque étape ferme sur ces positions, et elle est déterminée à ce que le désengagement des forces constitue un pas vers la réalisation de ces objectifs.

Guerre aux terroristes

Tandis qu'environ 5,000 personnes, parmi lesquelles de nombreux résidents de Maalot, manifestaient à l'extérieur aux cris de "Mort aux terroristes", Mme Golda Meir intervenait hier au Parlement pour déclarer:

"Le sang de nos enfants nous appelle à intensifier notre guerre contre les terroristes, où qu'ils soient... Les actions contre les terroristes et leurs organisations doivent être systématiques, ininterrompues et audacieuses. Je suis convaincue que nous avons le pouvoir de donner aux organisations terroristes des coups fatals. Cependant, nous ne pouvons les défaire et continuer à parfaire notre sécurité contre les actes de terreur... La guerre contre le terrorisme est une condition "sine qua non" de notre existence."

Dans le même sens, le général Moshe Dayan, ministre de la Défense, a déclaré: "Nous devons les tuer, et

ne pas abdiquer devant eux. Ils doivent savoir que s'ils viennent ici, ils viennent pour être tués... Nous ne pouvons nous permettre de conclure des accords avec les terroristes, nous ne pouvons que les tuer."

Le ton et les termes de l'intervention de Mme Golda Meir ont rappelé celle qui avait suivi le massacre aux Jeux olympiques de Munich en 1972.

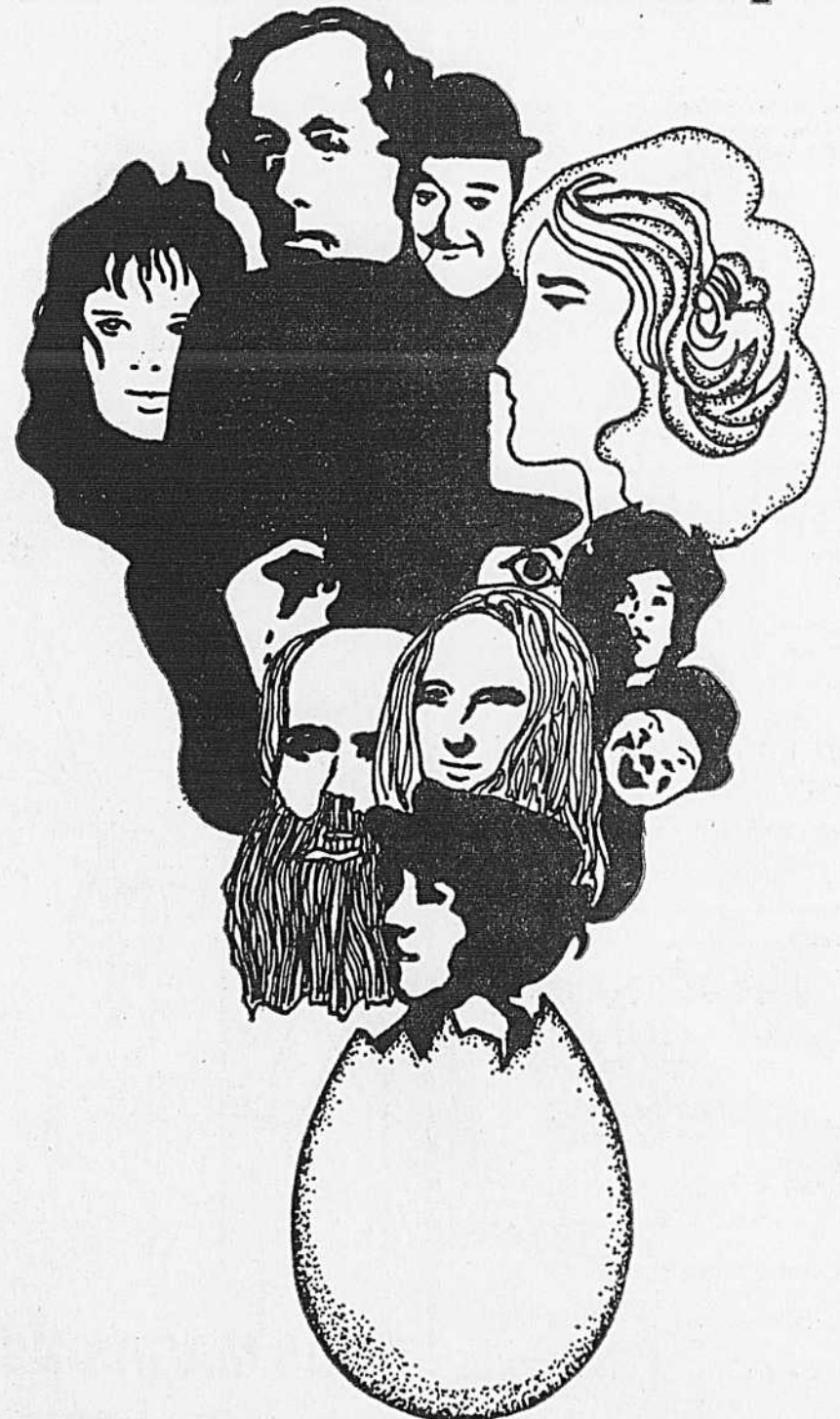
Alger renouera avec Washington

BEYROUTH (UPI) — Dans une dépêche datée d'Alger, l'agence irakienne de presse annonce que, "dans les milieux informés" de la capitale algérienne, "on exprime la conviction que les relations entre l'Algérie et les Etats-Unis seront renouées après l'annonce d'un accord syro-israélien sur le désengagement des forces".

L'Algérie avait rompu ses relations diplomatiques avec les Etats-Unis au cours de la guerre israélo-arabe de 1967.

L'agence irakienne de presse précise qu'un accord de principe sur la reprise prochaine des relations entre l'Algérie et les Etats-Unis avait été obtenu au cours de la visite le mois dernier à New York du président Boumedienne.

Si Laval n'était compté



Vous recevrez cette semaine les formules du recensement de Ville de Laval. En complétant ces formules et en les retournant rapidement, vous aiderez l'administration à être plus efficace.

Notez que cette année, nous joignons un questionnaire sur les loisirs à Laval.

C'est une excellente occasion pour vous de participer à l'administration municipale.

Le transport du pétrole canadien vers l'Est coûte \$80 millions de trop

par Robert POULIOT

Une occasion unique s'offre au ministre québécois des Richesses naturelles, M. Gilles Massé, de freiner l'ascension des prix du pétrole dans l'Est canadien.

d'Afrique et du Moyen-Orient à Montréal, plutôt qu'à Chicago.

En diminuant ainsi les distances à parcourir, à partir de l'Ouest et du Moyen-Orient, les raffineurs de l'Est canadien pourraient sauver quelque \$80 millions par année.

Tout au plus, il s'agirait d'un pacte continental sur le transport du pétrole dont le Canada pourrait profiter jusqu'à ce qu'il devienne plus économique d'exporter du pétrole de l'Ouest vers l'est à même l'oléoduc inter-provincial. Le prolongement de cet oléoduc ne sera complété qu'en 1976.

Le cas de Clark Oil

La réalisation d'un tel pacte continental est un vieux projet que carresse de-

puis plusieurs années nombre d'entreprises pétrolières et de fonctionnaires fédéraux.

Mais c'est la première fois que l'Office fédéral de l'énergie a été appelé la semaine dernière à statuer sur une demande précise.

Après avoir pris livraison le 7 mai de 360,000 barils de pétrole brut au port d'Arzew, en Algérie, de la société pétrolière de l'Etat algérien, la Sonatrach, Clark Oil a demandé à Ottawa de vendre le tout à la raffinerie de Pétrifina Canada à Montréal.

Clark Oil est un vieil importateur de pétrole brut canadien. Sa production dans l'Ouest est ridicule, ne dépassant guère 500 barils par jour en Saskatchewan. La compagnie doit donc acheter d'autres producteurs les 32,800 barils par jour que sa raffinerie de Bell Island, en banlieue de Chicago, absor-

bera au cours du mois de juin. D'une capacité totale de 70,000 barils par jour, cette raffinerie doit importer de l'étranger la majeure partie du pétrole qu'elle transforme en produits finis.

Afin de réduire ses coûts de transport du pétrole importé du Moyen-Orient, Clark Oil suggérerait à l'Office fédéral de l'énergie d'utiliser le pétrole brut canadien alloué en mai à Petrofina (environ 25,000 barils par jour) en échange du pétrole acheté en Algérie.

Mais pour réaliser cet échange, Clark Oil demandait à Ottawa d'être exempté de la taxe à l'exportation de \$4 le baril.

La compagnie proposait tout simplement de verser cette taxe non pas à Ottawa mais à Petrofina qui, du même coup, aurait abandonné le droit de percevoir des compensations d'environ \$3 le baril sur le pétrole importé d'Algérie. La différence aurait été remise à Ottawa.

L'effet du transfert

Pour saisir toutes les implications de la stratégie de Clark Oil, il faut se référer au tableau actuel des prix de différentes catégories de pétrole brut utilisées à Montréal.

D'abord, le pétrole brut importé de l'étranger coûte environ \$7,20 le baril aux raffineries de Montréal, puisque ceux-ci perçoivent une subvention de \$3 le baril d'Ottawa.

Le pétrole brut canadien transporté par le pipeline inter-provincial de l'Ouest jusqu'à la tête des Grands Lacs, puis acheminé par pétrolier jusqu'à Montréal, coûte environ \$7,90 à \$8 le baril.

Quant au pétrole canadien qui doit emprunter la route du canal de Panama, faute de capacité de transport dans l'oléoduc inter-provincial, son coût revient à quelque \$8,75 à Montréal.

Sous prétexte que les raffineries de Montréal et des Maritimes n'ont pas un besoin absolu de pétrole canadien, Ottawa a refusé d'en subventionner le transport.

L'industrie conteste cette interprétation et prétend au contraire que la réduction de production pétrolière au Venezuela et les projets de nationalisation qu'y entretient le gouvernement, obligent les raffineries à dépendre de plus en plus de l'Ouest, sans toucher la moindre compensation.

C'est ici que pourrait intervenir le Québec: d'une part, la plus grande part des expéditions de pétrole canadien vers l'est aura lieu durant la période de navigation du Saint-Laurent, soit en été, et d'autre part, Ottawa n'a pas encore répondu officiellement à la demande de Clark Oil.

NEW YORK

PAR LA PRESSE CANADIENNE

(Les cours ci-dessous sont donnés en dollars et les fractions en huitièmes)

ch	ch	ch	ch	ch	ch	ch	ch
Valuers	Ventes Haut	Bas Ferm. net	Valuers	Ventes Haut	Bas Ferm. net	Valuers	Ventes Haut
Abel Lb	15 19	55 1/2	55 1/2	Leh PC	5 6	17 1/2	17 1/2
ACP In	9 17	23	23	Levi Sir	15 18	14 1/2	14 1/2
Acme Civ	7 19	11 1/2	11 1/2	Lib McN	5 20	6 1/2	6 1/2
Adresso	80 67	67 1/2	67 1/2	Ligg My	7 17	29 1/2	29 1/2
Airco	6 23	12	12	Lifton	7 103	8 1/2	8 1/2
Alican AI	9 451	301 1/4	291 1/4	Lockhd Air	3 46	4 1/2	4 1/2
Alleg Cp	10 15	8 1/2	8 1/2	Loew Cp	4 81	17 1/2	17 1/2
Allg Lud	5 42	29 1/2	29 1/2	LTV Cp	2 143	10 9/16	9 1/2
Alin P	5 6	8 1/2	8 1/2	Lukon Sll	9 19	26 1/2	25 1/2
Alls Ch	10 181	43 1/2	42 1/2	Macy RH	5 57	15 1/2	15 1/2
Altes	3 85	22 1/2	22 1/2	Magnvx	21 20	5 1/2	5 1/2
Am AirI	141 94	91 1/2	91 1/2	Marathn	19 10	9 1/2	9 1/2
Am Brnd	6 48	35	34 1/2	Marcor	7 80	23	22 1/2
Am Can	6 42	27 1/2	27 1/2	Marlen	17 25	43 1/2	42 1/2
Am Cyn	8 130	22 1/2	22 1/2	Marin M	5 57	16	15 1/2
Am EIP	21 54	32 1/2	32 1/2	Mass Fer	5 13	16 1/2	16 1/2
Am Home	21 401	407 1/2	407 1/2	Masco Cp	17 17 1/2	17 1/2	17 1/2
Am Hos	29 154	34 1/2	34 1/2	McDonld	40 259	56 1/2	55 1/2
Am Mot	9 57	12 1/2	12 1/2	McDn D	4 130	15 1/2	15 1/2
Am Stand	4 158	21 1/2	20 1/2	McG Ed	9 58	19 1/2	19 1/2
Amox Cp	6 97	31 1/2	31 1/2	McGr H	7 35	8 1/2	8 1/2
Anacn	6 283	24 1/2	23 1/2	McIntyre	6 2400	40	40
Apacch	5 12	1 1/2	1 1/2	Merck W	33 95	82 1/2	81 1/2
Arco St	5 99	20 1/2	20 1/2	Merrl Lyn	11 295	10 1/2	10 1/2
Armsk Ck	12 24	28 1/2	28 1/2	MGM 1.75e	9 10	13 1/2	13 1/2
Arm RU	6 13	18 1/2	18 1/2	Midl Ros	5 40	6 1/2	6 1/2
ASA Ltd	138 719	77 1/2	77 1/2	Minn AM	25 2331	70 1/2	69 1/2
Atl Rich	16 172	92	91 1/2	Merck W	32	24	24
Avon Pd	18 440	41	41 1/2	Mobit O	4 418	41 1/2	40 1/2
Babck W	10 29	23 1/2	22 1/2	Naf Steel	6 58	12 1/2	12 1/2
Bath Ind	39 269	41 1/2	40 1/2	Nat Distil	6 83	33 1/2	33 1/2
Beckmn	16 41	21 1/2	21 1/2	Nat Gyp	6 27	45 1/2	45 1/2
Bech A	5 4	6 1/2	6 1/2	Nat Tea	8 242	58 1/2	57 1/2
Bills Laug	5 16	19 1/2	19 1/2	Newmt	5 12	25 1/2	25 1/2
Block HR	6 42	27 1/2	26 1/2	Niag MP	8 207	11 1/2	10 1/2
Boise Ca	6 172	32 1/2	32 1/2	Norfolk W	3 45	6 1/2	6 1/2
Borden	4 24	11 1/2	11 1/2	Northat	8 108	24 1/2	23 1/2
Bran Int	13 138	10	10	Nwst Airl	4 24	9 1/2	9 1/2
Brist My	14 47	10 1/2	10 1/2	Occ Pet	4 114	41 1/2	40 1/2
Brunsvk	5 33	13 1/2	13 1/2	Ohio Ed	7 166	16 1/2	16 1/2
Bucy Er	14 148	26 1/2	26 1/2	Okla Ed	18 162	56 1/2	57 1/2
Bulova W	5 15	10 1/2	10 1/2	Out Mar	5 16	18 1/2	18 1/2
Burl Ind	6 64	24	23 1/2	Owen Cn	15 44	46 1/2	46 1/2
Camp Cp	7 2	2 1/2	2 1/2	Pac GSE	6 197	21 1/2	21 1/2
Carb Cp	8 38	14 1/2	14 1/2	Penn Cen	97	31 1/2	31 1/2
Carr Cp	7 92	11 1/2	11 1/2	Penn Cen	157	21 1/2	21 1/2
Cater Tr	14 123	61 1/2	59 1/2	Penn Cen	22 167	70 1/2	69 1/2
CBS	11 172	37 1/2	36 1/2	Penn Cen	22 167	70 1/2	69 1/2
Celanese	5 88	15 1/2	15 1/2	Penn Cen	22 167	70 1/2	69 1/2
Cenro Cp	4 54	14 1/2	14 1/2	Penn Cen	22 167	70 1/2	69 1/2
Cessna	5 311	17 1/2	17 1/2	Penn Cen	22 167	70 1/2	69 1/2
Chmp Int	7 2	2 1/2	2 1/2	Penn Cen	22 167	70 1/2	69 1/2
Choc Frn	6 60	4	3 1/2	Penn Cen	22 167	70 1/2	69 1/2
Chris Crt	35 10	2 1/2	2 1/2	Penn Cen	22 167	70 1/2	69 1/2
Chrysl	6 23	23 1/2	23 1/2	Penn Cen	22 167	70 1/2	69 1/2
CIT Fin	7 26	33 1/2	32 1/2	Penn Cen	22 167	70 1/2	69 1/2
Cities Sv	6 122	42 1/2	41 1/2	Penn Cen	22 167	70 1/2	69 1/2
Clorox Co	6 23	23 1/2	23 1/2	Penn Cen	22 167	70 1/2	69 1/2
Colt Pa	6 30	5 1/2	5 1/2	Penn Cen	22 167	70 1/2	69 1/2
Coca Col	27 126	102 1/2	101 1/2	Penn Cen	22 167	70 1/2	69 1/2
Coloco In	19 158	26 1/2	26 1/2	Penn Cen	22 167	70 1/2	69 1/2
Coll Pa	5 64	7 1/2	7 1/2	Penn Cen	22 167	70 1/2	69 1/2
Coli Aik	5 4	23 1/2	23 1/2	Penn Cen	22 167	70 1/2	69 1/2
Com Ed	10 239	42 1/2	41 1/2	Penn Cen	22 167	70 1/2	69 1/2
Com Gas	12 8	28 1/2	27 1/2	Penn Cen	22 167	70 1/2	69 1/2
Com Int	8 148	25 1/2	25 1/2	Penn Cen	22 167	70 1/2	69 1/2
Com Pac	6 50	60 1/2	60 1/2	Penn Cen	22 167	70 1/2	69 1/2
Com Ed	8 40	34 1/2	33 1/2	Penn Cen	22 167	70 1/2	69 1/2
Com Fds	4 903	9 1/2	8 1/2	Penn Cen	22 167	70 1/2	69 1/2
Com Ind	7 51	24 1/2	24 1/2	Penn Cen	22 167	70 1/2	69 1/2
Com Int	6 69	33 1/2	31 1/2	Penn Cen	22 167	70 1/2	69 1/2
Com Oil	6 660	30 1/2	29 1/2	Penn Cen	22 167	70 1/2	69 1/2
Com Dat	7 11	30 1/2	29 1/2	Penn Cen	22 167	70 1/2	69 1/2
Com Int	9 79	31 1/2	31 1/2	Penn Cen	22 167	70 1/2	69 1/2
Com Int	9 115	32 1/2	31 1/2	Penn Cen	22 167	70 1/2	69 1/2
Com Int	8 14	13 1/2	13 1/2	Penn Cen	22 167	70 1/2	69 1/2
Com Int	10 40	19 1/2	19 1/2	Penn Cen	22 167	70 1/2	69 1/2
Com Int	8 49	35 1/2	35 1/2	Penn Cen	22 167	70 1/2	69 1/2
Com Int	7 11	9	8 1/2	Penn Cen	22 167	70 1/2	69 1/2
Com Int	12 480	13 1/2	13 1/2	Penn Cen	22 167	70 1/2	69 1/2
Com Int	7 13	34 1/2	33 1/2	Penn Cen	22 167	70 1/2	69 1/2
Com Int	8 14	8 1/2	8 1/2	Penn Cen	22 167	70 1/2	69 1/2
Com Int	6 24	17 1/2	17 1/2	Penn Cen	22 167	70 1/2	69 1/2
Com Int	33 89	33 1/2	32 1/2	Penn Cen	22 167	70 1/2	69 1/2
Com Int	4 464	37 1/2	36 1/2	Penn Cen	22 167	70 1/2	69 1/2
Com Int	33 164	16 1/2	16 1/2	Penn Cen	22 167	70 1/2	69 1/2
Com Int	10 12	15 1/2	15 1/2	Penn Cen	22 167	70 1/2	69 1/2
Com Int	8 22	25 1/2	25 1/2	Penn Cen	22 167	70 1/2	69 1/2
Com Int	34 184	16 1/2	16 1/2	Penn Cen	22 167	70 1/2	69 1/2
Com Int	26 345	43	41 1/2	Penn Cen	22 167	70 1/2	69 1/2
Com Int	5 34	2	2	Penn Cen	22 167	70 1/2	69 1/2
Com Int	12 66	44 1/2	43 1/2	Penn Cen	22 167	70 1/2	69 1/2
Com Int	13 161	17 1/2	16 1/2	Penn Cen	22 167	70 1/2	69 1/2
Com Int	7 8	17 1/2	17 1/2	Penn Cen	22 167	70 1/2	69 1/2
Com Int	123	6 1/2	6 1/2	Penn Cen	22 167	70 1/2	69 1/2
Com Int	80	2 1/2	2 1/2	Penn Cen	22 167	70 1/2	69 1/2
Com Int	5 245	12 1/2	12 1/2	Penn Cen	22 167	70 1/2	69 1/2
Com Int	24 240	40	39 1/2	Penn Cen	22 167	70 1/2	69 1/2
Com Int	7 40	21 1/2	21 1/2	Penn Cen	22 167	70 1/2	69 1/2
Com Int	6 83	27 1/2	26 1/2	Penn Cen	22 167	70 1/2	69 1/2
Com Int	59	24 1/2	24 1/2	Penn Cen	22 167	70 1/2	69 1/2
Com Int	6 17	15	14 1/2	Penn Cen	22 167	70 1/2	69 1/2
Com Int	5 469	72 1/2	69 1/2	Penn Cen	22 167	70 1/2	69 1/2
Com Int	195	53 1/2	51 1/2	Penn Cen	22 167	70 1/2	69 1/2
Com Int	3 45	10 1/2	10 1/2	Penn Cen	22 167	70 1/2	69 1/2
Com Int	5 218	17 1/2	16 1/2	Penn Cen	22 167	70 1/2	69 1/2
Com Int	8 49	35 1/2	35 1/2	Penn Cen	22 167	70 1/2	69 1/2
Com Int	5 41	15	14 1/2	Penn Cen	22 167	70 1/2	69 1/2
Com Int	8 38	21 1/2	21 1/2	Penn Cen	22 167	70 1/2	69 1/2
Com Int	4 169	12 1/2	12 1/2	Penn Cen	22 167	70	

Le 14e congrès de Couple et Famille

A l'issue des assises du mouvement Couple et Famille tenues ce week-end à Jonquières, le couple-président national, Claude et Thérèse Ménard, a livré aux congressistes les recommandations suivantes venant des ateliers de travail. Toutes furent adoptées par l'assemblée plénière.

Que le mouvement Couple et Famille prenne tous les moyens à sa disposition pour que les couples heureux se manifestent davantage et que le mariage, aventure fantaisiste et merveilleuse, jouisse d'une plus grande publicité.

Que le mouvement Couple et Famille dépasse ses cadres, qu'il soit informé et attentif aux besoins d'aujourd'hui et qu'il ait le cran de faire valoir ses revendications aux organismes appropriés.

On formule le voeu qu'au cours de la prochaine année, toutes les sections du mouvement Couple et Famille se donnent des moyens pour cultiver chez leurs membres et chez les autres couples à la fois l'autonomie des personnes et l'harmonie du couple.

Qu'à l'intérieur du mouvement Couple et Famille, on fasse plus de place à l'évangélisation; qu'on fasse bien connaître à tous ce que chaque atelier a vécu, dit au cours de ce congrès; que le mouvement Couple et Famille, au cours des deux prochaines années, fasse un effort spécial dans toute recherche ou initiative pouvant porter sur les couples séparés, divorcés, les mariages civils et cela de façon positive, c'est-à-dire en partant de leur valeur propre; que le mouvement Couple et Famille continue de faire pression auprès des autorités requises afin que celles-ci soient plus cohérentes dans la législation concernant l'amour, le couple, la famille.

Que l'on songe à mettre en opération des centres régionaux de service à la famille, dans lesquels on pourrait trouver une banque d'information sur toutes les questions pertinentes à la famille ainsi qu'un réseau de ressources diverses, conseillers matrimoniaux, aide aux mères célibataires.

Joyeux pyjamas...
Nullement pour l'heure du repos,
parfaits pour les réceptions élégantes du printemps 1974

\$19.98

L'idéal pour les réceptions amicales sur le patio ou au bord de la piscine... ou pour l'heure du tête-à-tête. Élegant corsage aux lignes fluides et pantalons évanes en souple jersey imprimé (86% tricotatate, 14% nylon). Fond blanc avec fleurs vertes ou marines. Tailles 40/42 ou 44/46. \$19.98

Pennington's
Élegance pour GRANDES tailles

- Place Ville-Marie
- Centre Commercial Dorval
- Plaza Alexis Nihon
- Galeries d'Anjou
- Centre Laval
- Carrefour Laval

VOYAGES SPLENDIDES
PAR AIR CANADA

MIAMI
1 SEMAINE A COMPTER DE **\$190**

MOTEL SUEZ ET DESERT INN SUR LA PLAGE

L'OUEST CANADIEN. 1 semaine **\$263.**

LA DÉCOUVERTE DES MARITIMES **\$153.**
PLUS ARRANGEMENT TERRESTRE

AGENCE DE VOYAGES SATELLITE
1819 EST. RUE BÉLANGER 374-4600

POUR VOS IMMEUBLES

SOCIÉTÉ NATIONALE DE FIDUCIE
VENTE - ACHAT - ÉCHANGE

ADMINISTRATION PRÊTS HYPOTHÉCAIRES

Tel.: 844-8407
Tel.: 331-7582

365 est. rue Sherbrooke, Montréal, Que. H2K 1E5
4390, rue de Salaberry, Montréal, Que. H4J 1H4

TENUE DE GALA EN LOCATION

FUTURS MARIÉS
Notre spécialité, les grands mariages. Vous apprécierez sans contester notre service complet incluant un choix de modèles dernier cri. Pour toutes occasions requérant la tenue de gala. Nos costumes habillent à la perfection et nos prix sont des plus raisonnables.

SOYEZ À LA PAGE
LOUEZ VOTRE ENSEMBLE CHEZ

Classy tenue de gala inc.

SEPT MAGASINS MODERNES À MONTREAL

- 1227, carré Phillips 861-3625
- 4806, avenue du Parc 272-5704
- 6884, Saint-Hubert 271-1166
- 6580A, Saint-Hubert 274-3636
- 5230, chemin de la Reine-Marie 482-5240
- Plaza Alexis-Nihon 931-3333
- Carrefour Laval 681-4339

la Baie D'HUDSON

un nouveau pas vers la beauté

avec Edith Serei

Votre peau a besoin de retrouver son éclat, d'être nourrie, rafraîchie ou rehydratée... les produits Edith Serei, scientifiquement approuvés, vous procureront les résultats escomptés. Venez consulter l'esthéticienne visagiste Edith Serei à la Baie, pour une analyse gratuite de votre peau.

* **Prime beauté**

Pour tout achat au montant minimal de 6.50 de produits Edith Serei, Anna Pogova ou Fernand Aubry, vous recevrez à titre gracieux, un flacon de Bain aux algues valant ordinairement \$4. Bain moussant à base de riches huiles et d'algues marines. Rendra votre peau douce et satinée.

Cette offre est valable du mercredi, 22 mai au samedi 25 mai (compris)

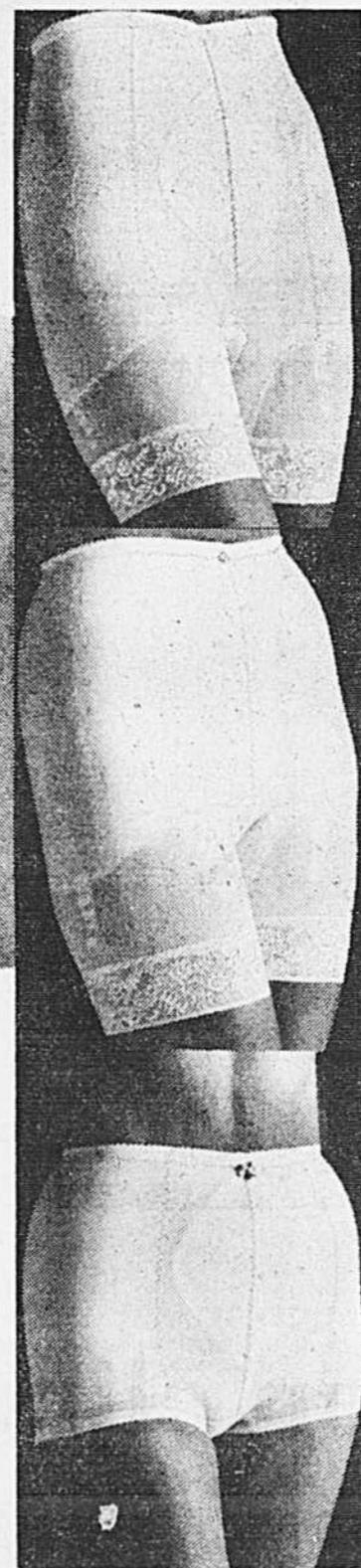


Produits de beauté Edith Serei

- A. Crème Biocéane.** Crème de jour et de nuit. Nourrit et protège l'épiderme 2 oz **\$12**
- B. Lotion réhydratante.** Rafraîchit et referme les pores de la peau. Tonifie l'épiderme 6 oz **3.50**
- C. Crème solaire à l'huile de vison.** Assure un bronzage uniforme sans brûlures. 2 1/2 oz **2.50**
- D. Lait démaquillant PH 7.** Doux, nettoie sans irriter. Pour peaux normales. 6 oz **\$4**

Téléphoner à 842-6261. Produits de beauté, rayon 240, au rez-de-chaussée, centre-ville, Versailles, Laval, Dorval, Rockland et Boulevard.

la Baie D'HUDSON



Lovable encourage les femmes au régime avec

"Subtract"

La sensationnelle nouvelle gaine pensée spécialement pour celles qui suivent un régime pour maigrir. Subtract... un tout nouveau concept de sous-vêtements, elle fait bien et soutient avant, pendant et après votre perte de poids. Le secret... le filet renforcé spandex extensible "memory stretch", suit la courbe de votre diminution de poids. Nos conseillères vous aideront à choisir le modèle qui vous convient. De haut en bas.

A. Combine avec culotte
Combiné au soutien total, avec culotte amovible. Bonnets en jersey de nylon soyeux avec partie inférieure doublée. Blanc seulement. Tailles 34 à 38B, 34 à 40C, 36 à 42D. Modèle 1573. **17.50**

B. Gaine-culotte à taille haute
Gaine-culotte au soutien total. De légères baleines au haut l'empêchent de rouler. Fermeture à glissière et agrafes sur le côté. Six jarretelles amovibles. Blanc seulement. Tailles 30 à 44 (chiffres pairs seulement). Pas à Versailles, ni Laval. Modèle 1028. **19.50**

Hors photo : Gaine à taille haute
Comme ci-dessus mais sans jambes. Blanc seulement. Tailles 28 à 40. Modèle 1039. Pas à Versailles, Laval ni Rockland. **18.50**

C. Gaine-culotte à la taille
Gaine au soutien total, modèle à enfiler. Jarretelles amovibles et bandes pour les bas. Bande de dentelle extensible aux jambes. Fourche en jersey de nylon. Blanc. Tailles 28 à 40 (chiffres pairs seulement). Modèle 2002. **\$14**

D. Gaine-culotte Subtract
Pour une silhouette plus belle, plus mince. Confectionnée en filet renforcé de spandex extensible au soutien total. Bandes pour retenir les bas. Tailles 28 à 40, (chiffres pairs seulement). **\$10**

Téléphoner à 842-6261. Sous-vêtements pour femmes, rayon 185, au troisième, centre-ville, Versailles, Laval, Dorval, Rockland et Boulevard, à moins d'avis contraire.

Le policier d'aujourd'hui doit posséder une bonne formation en sciences humaines

par Gilles NORMAND

Il faut changer le visage de la police.

Pour réaliser cet objectif, la Commission de police du Québec en est arrivée, après de sérieux travaux de recherche, à la conclusion qu'il était nécessaire d'élever le métier de policier au niveau de toutes les carrières professionnelles.

Ainsi, durant la période de formation des policiers, s'applique-t-on depuis un certain temps, à mettre davantage l'accent sur les sciences humaines que sur les techniques policières proprement dites.

C'est pour cette raison, explique Me Normand St-Georges, commissaire à la Commission de police, qu'il a fallu insérer, il y a maintenant trois ans, la formation des policiers dans le système général d'éducation au Québec, conformément aux propositions contenues dans le Livre Blanc du ministre de la Justice: "La police et la sécurité des citoyens".

Finis le temps des gros bras

Me St-Georges, au cours d'une entrevue accordée à LA PRESSE, précise que le temps des gros bras dans la police est bel et bien fini. "Nous voulons avoir des professionnels, des individus qui auront assez de culture générale pour évoluer dans toutes les couches de la société. L'efficacité des policiers sera de beaucoup plus grande s'ils sont en mesure de participer à l'évolution de la société au lieu de rester en retrait, en vases clos", précise-t-il.

Si cette ambition n'est pas réalisée dans les délais prévus, c'est bien dommage, mais la police sera dépassée et pas tellement utile à la société, souligne Me St-Georges.

La situation semble toutefois encourageante: "Je ne connais pas d'organisme où les membres semblent se soucier autant de leur perfectionnement, actuellement, que dans les corps policiers", estime notre interlocuteur qui a personnellement dirigé la préparation du mémoire de programme prévoyant une réorientation de la vocation de l'Institut de police du Québec, à Nicolet.

Ainsi, quatorze cégeps aux quatre

coins de la province, ont reçu 2095 policiers en fonction, durant la dernière session. Et ces policiers assistent aux cours sur une base volontaire, en dehors de leurs heures de travail.

Depuis septembre 1974, 577 étudiants ayant terminé leurs études secondaires suivent des cours de formation policière dans les cégeps suivants: Ahuntsic, François-Xavier-Garneau, Maisonneuve John Abbot, et les cégeps desservant les régions de Trois-Rivières, Sherbrooke, Rimouski et Chicoutimi.

Dix-neuf de ces étudiants ont gradué, la semaine dernière, à l'Institut de police, après avoir terminé trois ans de formation y compris les 18 semaines d'entraînement intensif à l'Institut. Ces aspirants venaient des cégeps François-Xavier-Garneau, à Québec, et Ahuntsic, à Montréal, les deux premiers à donner un enseignement "Techniques policières", il y a trois ans.

L'intégration du policier à la société actuelle nécessite à tout le moins un certain niveau de culture et de connaissances professionnelles.

Le cégep, au Collégial I et II, donne aux aspirants policiers une formation générale en sciences humaines, notamment en sociologie, psychologie, criminologie et en droit. Au Collégial II, il y a plus de cours d'initiations aux techniques de recherche sociale. Le Collégial III, la troisième année, est réalisée en deux étapes. La première qui consiste en un apprentissage des techniques (enquêtes, interrogatoires, criminalistique, opérations policières, etc.) et la deuxième qui est le stage à l'Institut de police, à Nicolet, pour subir un entraînement intensif de 18 semaines.

Période de transition

Le phénomène de la formation policière est présentement en pleine transition, de telle sorte que le passage au cégep n'est pas encore obligatoire. Mais il le deviendra rapidement. Pour le moment, on embauche encore des policiers sans formation complète, mais on les envoie en stage à l'Institut de police. Pendant ce temps, les cégeps forment des jeunes qui aspirent à la carrière de policier.

Dès que les cégeps seront en me-

sure de suffire à la demande de tous les corps policiers du Québec, la Commission de police obtiendra un règlement rendant obligatoire la formation collégiale.

"On prévoit qu'en juin 1979, les collèges produiront suffisamment de diplômés pour répondre aux besoins des

corps policiers", a déclaré M. St-Georges.

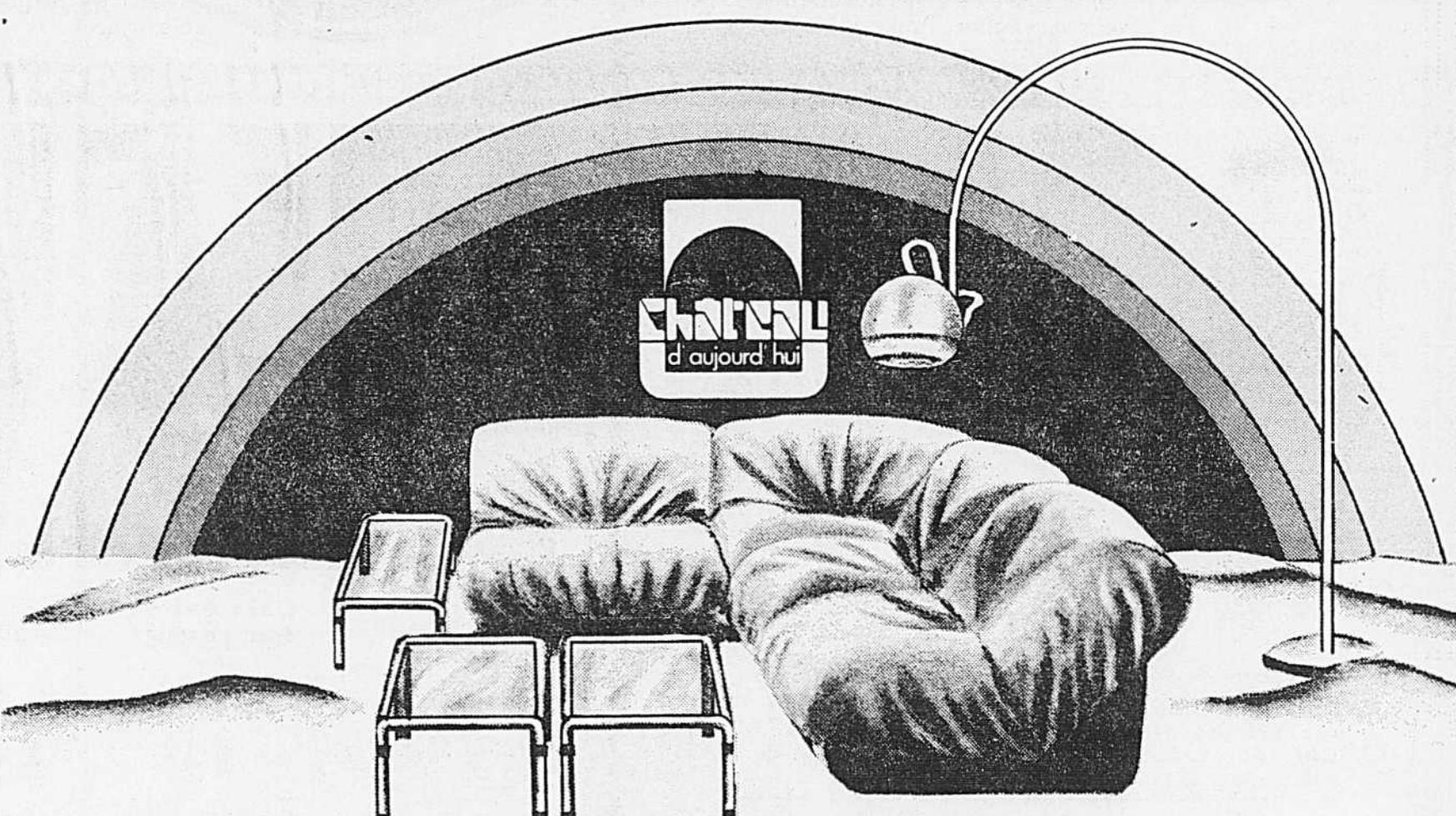
Mériter la confiance du public

Tous les efforts, tant à la direction de l'Institut de police à Nicolet qu'à la Commission de police ou dans l'en-

tourage du ministre de la Justice, M. Jérôme Choquette, sont conjugués pour changer carrément l'image qu'a le public du policier.

Lors de la graduation des membres de la 41e Formation, le directeur général de la Sûreté du Québec, M. Paul Benoit, a insisté sur l'intégration

du policier dans la société. "Vous aurez besoin de la collaboration du public pour être efficaces. Dites-vous bien que cette collaboration est proportionnelle à la confiance que le public aura en vous. Et la confiance, il faut savoir se la mériter", a précisé M. Benoit.

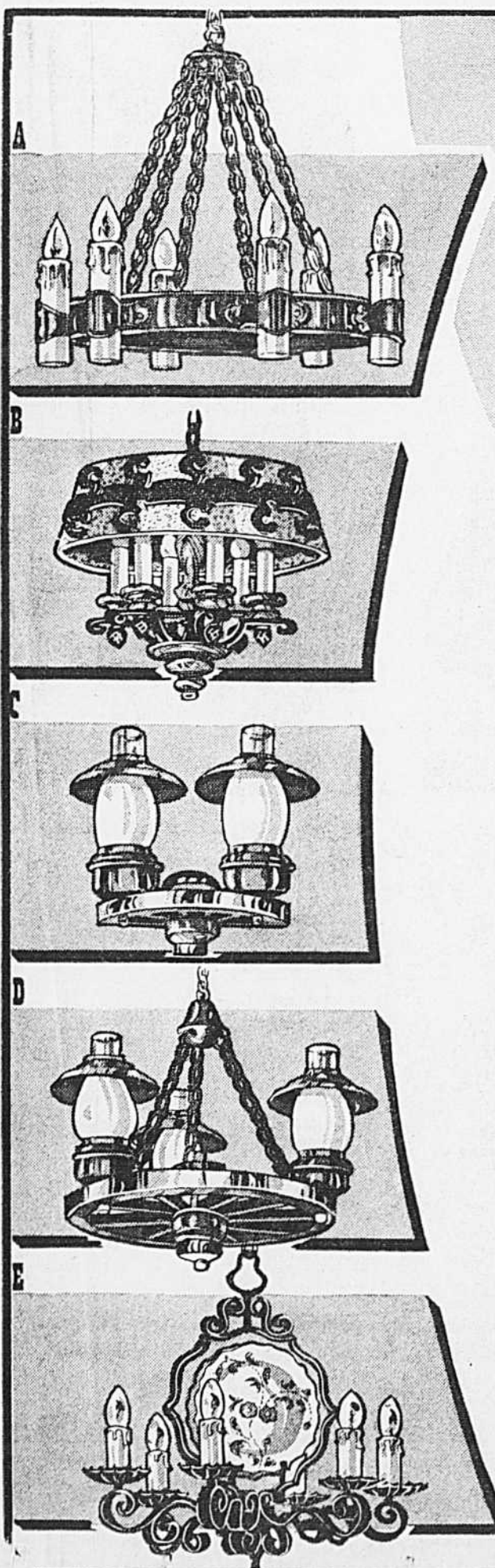


LE CHATEAU 3000

Au Château d'Aujourd'hui nous sommes fiers de vous présenter notre environnement Château 3.000. Il s'agit d'un environnement moderne meublant 3 pièces que vous pouvez vous procurer pour seulement \$3,000.00. A votre prochaine visite au Château d'Aujourd'hui, demandez-nous de vous parler du Château 3.000. Nous vous illustrons le salon, venez découvrir la salle à manger et la chambre à coucher.

extravagant ou Sage

6370 - 6375 rue St-Hubert et à Laval, au 1125 boulevard St-Martin



Eclairez votre CHALET avec des LUSTRES RUSTIQUES, il sera plus accueillant

A 235037. Lustre antique fini cuivre poli avec accents de laiton. Pour six ampoules. Diamètre 20".
PRIX LDG \$8428

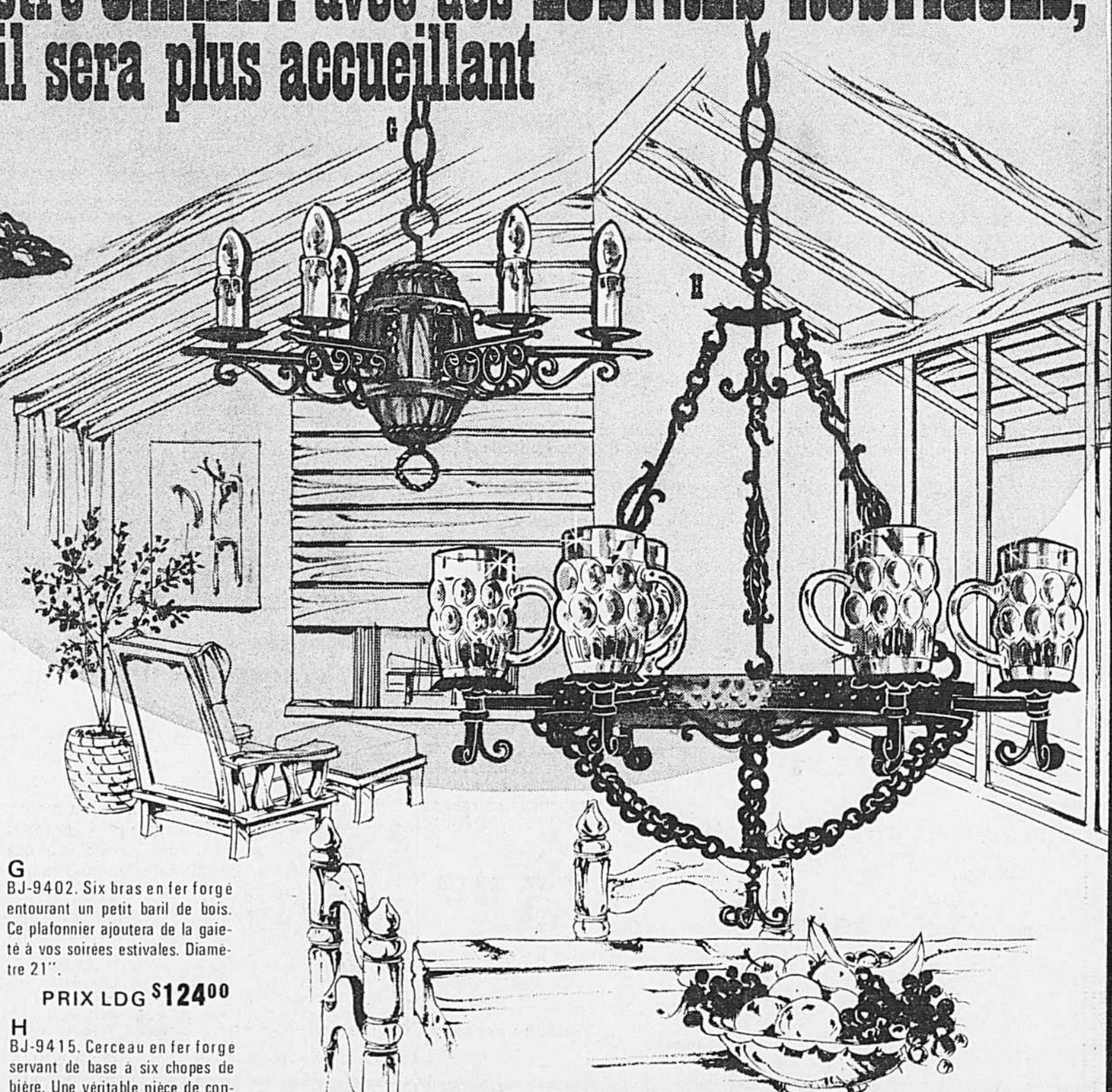
B P-4528. Pour la salle de séjour, vous ne pouvez trouver rien de plus riche que ce lustre en bois et en fer noir surmonté d'un abat-jour en simili liège. Diamètre 17".
PRIX LDG \$13250

C 392223. Modèle mural qui, place de chaque côté de votre foyer rustique, complètera le décor de la salle de famille. Largeur 14".
PRIX LDG \$3568

D 392533. Toujours populaire dans un décor de montagnes ce modèle roue de chariot saura bien éclairer toute pièce de votre choix. Diamètre 24".
PRIX LDG \$7443

E BJ-8886. Donnez un cachet paysan à la dinette, grâce à ce lustre en fer forgé patiné argent agrémenté de deux assiettes en céramique aux motifs fleuris. Pour six ampoules. Diamètre 21".
PRIX LDG \$12788

F P-4336. Modèle très original en fer suédois martelé et sculpté. Quatre chandelles et une ampoule éclairant vers le bas. Recommandé pour suspendre au-dessus de la table de salle à diner. Diamètre 19 1/2".
PRIX LDG \$11240



G BJ-9402. Six bras en fer forgé entourant un petit baril de bois. Ce plafonnier ajoutera de la gaieté à vos soirées estivales. Diamètre 21".
PRIX LDG \$12400

H BJ-9415. Cerceau en fer forgé servant de base à six chopes de bière. Une véritable pièce de conversation pour vos convives. Diamètre 27".
PRIX LDG \$15500

HEURES D'OUVERTURE:
Du lundi au mercredi: de 8.30 a.m. à 5.30 p.m.
Jeudi et vendredi: de 8.30 a.m. à 9.00 p.m.
Samedi: de 8.30 a.m. à 5.00 p.m.

2955 est, rue BÉLANGER, MONTRÉAL
728-9241

LE PLUS GRAND CENTRE D'ÉCLAIRAGE AU CANADA



STATIONNEMENT GRATUIT



Angelo Lanzo

Lanzo: mort naturelle

par Ingrid SAUMART

Angelo Lanzo est mort d'une crise cardiaque. Celui qui était considéré dans les milieux de la pègre montréalaise comme le bras droit et successeur éventuel de Nicolas Di Iorio a été trouvé sans vie, dimanche soir dernier, dans un appartement du 4250 est, boulevard Métropolitain. Il était âgé de 46 ans.

Une bouteille de pilules vide découverte près du corps de Lanzo a pu faire croire aux enquêteurs qu'il s'agissait peut-être d'un suicide mais le rapport de l'autopsie pratiquée par les spécialistes du laboratoire médico-légal de la province révèle que Lanzo est bel et bien mort d'une façon naturelle, victime d'une crise cardiaque.

La semaine dernière, Lanzo avait loué l'appartement dans lequel on a trouvé son corps, à la suite de l'émission d'un mandat d'arrestation par la Commission d'enquête sur le crime organisé. "Cet appartement ressemblait beaucoup plus à une cachette qu'à un appartement," déclarait le sergent-détective Jean-Jacques Adam chargé de cette enquête. Il n'y avait là que le strict minimum.

Il semble en effet que les policiers n'ont eu que bien peu d'indices à se mettre sous la dent. Il n'y avait que quelques complots, un peu de nourriture et "même pas de télévision" à l'appartement 20 où Lanzo s'était installé vendredi dernier.

Si les pilules ont pu faire croire aux policiers qu'il s'agissait peut-être d'un suicide, certains faits qui entourent cette mort n'en sont pas moins suspects. Vendredi soir dernier, un poste de radio de la métropole annonçait avoir appris la mort d'Angelo Lanzo par un appel anonyme. L'informateur prétendait que Lanzo avait été tué et que son corps pourrait être retrouvé dans la région de Sainte-Adèle. Un appel semblable a aussi été logé à LA PRESSE, vers 3h30, samedi matin.

Dimanche, un autre appel anonyme, dirigé cette fois chez le concierge de l'édifice où Lanzo avait loué un appartement, permit de découvrir le corps de la victime.

Angelo Lanzo n'a pas eu de démêlés très graves avec la justice québécoise. A quelques reprises il a été condamné à payer des amendes pour avoir été trouvé en possession de billets de loterie ou encore pour avoir tenu une maison de jeu. Aucune de ces amendes ne dépassait \$350. Une fois, en 1952, il s'était vu condamner à deux mois de prison pour avoir tenu une maison de jeu. Cet homme qui comptait parmi ses amis et associés des gens comme Vic et Frank Cotroni, Solly Levine, Nicolas Di Iorio et William O'Bront avait également effectué plusieurs voyages à New York au cours des dernières années afin de rencontrer Joseph Bonnano, considéré comme l'un des chefs de la mafia américaine.

Depuis quelques mois, il faisait régulièrement compagnie à la commission d'enquête sur le crime organisé qui considérait son témoignage comme indispensable et qui avait émis un mandat d'arrestation contre lui, la semaine dernière.

La crue ravage maintenant le nord-ouest de Montréal

par Jacques BENOIT

Environ 650 familles de localités du nord-ouest de Montréal ont évacué jusqu'ici leurs maisons à cause d'inondations, a déclaré hier soir à LA PRESSE le coordonnateur des opérations de secours du secteur, M. Jean Lamoureux.

Selon M. Lamoureux, 300 autres familles qui auraient dû normalement quitter elles aussi leurs demeures, se sont refusées jusqu'à maintenant à le faire, dans l'espoir que la situation se rétablisse sous peu.

Les localités touchées sont au nombre de quatre: Pierrefonds, Roxboro, Sainte-Geneviève et l'île Bizard.

"Quatre pouces de plus..."

Le niveau de l'eau de la rivière des Prairies était hier, au dire du coordonnateur, de quatre pieds plus haut que la normale. Dans la journée, il s'est élevé de quatre pouces et, hier soir, on s'attendait à ce qu'il monte d'autant dans la nuit, ce qui ne pourra qu'aggraver la situation.

"Quatre pouces de plus, et l'inondation gagne sur une distance de 60 à 105 pieds de plus", a dit M. Lamoureux.

A l'heure actuelle, 15 rues et une artère plus importante — la montée Wilson — sont fermées à la circulation à cause de l'eau à l'île Bizard; à Pierrefonds, deux boulevards, Gouin et Pierrefonds, sont également fermés, à la hauteur du boulevard Saint-Jean.

Hier, quelque 300 personnes (volontaires, employés municipaux et membres de la Protection civile) ont participé aux opérations, lesquelles portent sur la protection des propriétés et des équipements publics. Ainsi, explique M. Lamoureux, il faut à Sainte-Geneviève, empêcher l'eau de se déverser massivement dans les égouts, ce qui pourrait provoquer l'éclatement de canalisations. Autre priorité: l'usine de filtration de Pierrefonds, qui approvisionne d'eau les quatre municipalités concernées.

A Laval, par ailleurs, quelque 25 familles ont dû quitter provisoirement leurs maisons, cette fois à cause de la hausse du niveau de la rivière des Mille-Iles.

Les débits De son côté, l'Hydro-Québec annonçait hier que le niveau de l'Outaouais et du lac des Deux-Montagnes (un évitement de l'Outaouais), qui communique avec les rivières des Prairies et des Mille-Iles, n'allait augmenter que très légèrement dans la journée et demeurer inchangé aujourd'hui et demain, pour finalement commencer à baisser jeudi.

Selon l'Hydro, toutefois, le débit de la centrale Carillon, à une trentaine de milles à l'ouest de Montréal, 265,000 pieds cubes à la seconde, alors qu'il était de 277,000 avant-hier... ce qui, au dire de M. Jean Lamoureux, ne peut faire autrement qu'entraîner une élévation du niveau de la rivière des Prairies, avec quelque huit heures de retard.

Quant au barrage Mercier — sur la Gatineau, à une trentaine de milles au nord de Maniwaki — l'Hydro pour la deuxième journée consécutive, en a réduit le débit hier de 10,000 pieds cubes à la seconde. Le débit, actuellement de 45,000 p.c.s., était à 65,000 p.c.s. au plus fort des inondations qui ont submergé une bonne partie de Maniwaki.

Pour ce qui est de cette localité, le niveau de l'eau, qui était jusqu'ici de 13 pieds au-dessus de la normale, y a diminué d'un pied aujourd'hui. Selon l'Hydro, toutefois, la situation n'y sera vraiment rétablie que dans deux ou trois semaines.

L'Ontario, de son côté, se relève des inondations dues à la Grande Rivière, qui, de Kitchener au Lac Érié — sur une distance de 130 milles — ont submergé peu ou prou toutes les localités riveraines.

Les dégâts s'élevaient à plusieurs millions de dollars, estime-t-on.



photo Denis Courville, LA PRESSE

Un autre incendie criminel?

Un incendie que les policiers croient être d'origine criminelle a mis hier les 400 étudiants de l'école Louise-de-Marillac, de Longueuil, en congé pour un certain temps, probablement jusqu'à lundi. Toutes les portes de l'établissement ont été trouvées ouvertes par les premiers pompiers arrivés sur les lieux et des actes de vandalisme avaient été perpétrés dans certains locaux.

"Armée et dangereuse"

La police recherche Patricia

LOS ANGELES (PA, UPI) — Les policiers de Los Angeles et du FBI ont lancé hier une vaste opération en vue de retrouver Patricia Hearst, dite Tanya, et deux autres membres de l'Armée de libération symbiotique, Bill et Emily Harris. Les policiers ont l'ordre d'abattre Patricia si elle met en danger la vie de quiconque.

Une plainte a d'autre part été portée par le procureur William Keller, accusant Mlle Hearst et les Harris de possession illégale d'armes automati-

ques. Ils sont passibles de 10 ans d'emprisonnement et d'une amende de \$10,000. Des mandats d'arrestation ont également été émis contre le trio et le cautionnement de chacun a été fixé à \$500,000.

Les parents de Patricia ont lancé un appel à leur fille, décrite par la police comme "armée et dangereuse", lui demandant d'abandonner l'ALS et de revenir à la maison. Ils sont convaincus que leur fille a subi un la-

vage de cerveau de la part de ses ravisseurs.

Les policiers ne l'entendent cependant pas de cette façon et croient qu'elle fait maintenant partie de l'organisation terroriste de son plein gré.

Plusieurs personnes appellent la police ces jours-ci pour faire savoir qu'ils ont vu Patricia Hearst dans la région de Los Angeles et hier la gouvernante de la maison Hearst, Mme Emmy Brubach, a affirmé qu'elle a vu "Patty" au volant d'une automo-

bile dont elle a pris le numéro d'immatriculation. Elle a ajouté que deux hommes se trouvaient avec elle.

Les policiers affirment n'avoir aucune idée d'où peuvent se trouver les fugitifs, mais ils concentrent leurs recherches dans la région immédiate de Los Angeles.

De son côté, le procureur James Browning a fait savoir que le jury de mise en accusation qui enquête sur le vol de banque commis à San Francisco par l'ALS a convoqué une réunion spéciale pour jeudi et qu'il est possible qu'une accusation soit portée contre Mlle Hearst relativement à cette affaire.

Ciment: le travail a repris

Les employés des plus importantes cimenteries de Montréal, qui avaient débrayé spontanément il y a deux semaines à l'appui d'une demande d'accréditation syndicale des 900 employés de la compagnie Miron, ont décidé de retourner au travail aujourd'hui, mais l'industrie de la construction, durement touchée par cette grève, pourrait être paralysée à nouveau au sujet d'une demande d'indexation salariale à la hausse du coût de la vie.

Au cours d'une réunion tenue hier, quelque 500 employés de Miron, Independent Cement et Simard-Beaudry ont en effet approuvé la recommandation de retour au travail formulée par M. Rejean Petit, coordonnateur de la section locale 791 de l'Union des opérateurs de machinerie lourde.

Le conflit a éclaté le 3 mai, chez Miron, lorsque 900 employés de la division du ciment décidèrent de débrayer en guise de protestation contre les lenteurs de la Cour des relations ouvrières à statuer sur leur demande d'accréditation syndicale.

Les membres du local 791 employés chez Simard-Beaudry et Independent Cement débrayèrent à leur tour en guise de solidarité avec leurs confrères de Miron et, en raison des menaces qui pouvaient peser sur ses chauffeurs, la division du ciment de la compagnie Francon mettait à pied 400 employés, affiliés à la CSN.

Le front commun du local 791 devait toutefois céder, vendredi dernier, après que le juge Gilles Poirier eut rejeté les deux demandes d'accréditation syndicale.

Au cours de la réunion d'hier, M. Petit a annoncé que le local 791 s'appropriait à formuler une nouvelle demande d'accréditation et que les procédures pourraient durer deux semaines encore.

Pour leur part, les représentants de Simard-Beaudry, Independent Cement et Francon ont annoncé aux participants qu'aucune mesure de représailles ne serait prise contre les employés qui ont fait la grève, mais la compagnie Miron refusait toujours, hier, de rappeler trois employés congédiés.

Le Conseil provincial des métiers réclame toutefois la réouverture du décret de la construction pour indexer les salaires à la hausse du coût de la vie et ce conflit pourrait déboucher sur une grève générale. Des négociations sont prévues à ce sujet pour jeudi entre le Conseil et le gouvernement.

VISITEZ NOTRE USINE

NOTRE RÉPUTATION GARANTIT VOTRE SATISFACTION

PORTES ET FENÊTRES EN ALUMINIUM
Avent en fibre de verre

FENÊTRE PANORAMIQUE 2 LUMIÈRES

FENÊTRE PANORAMIQUE 3 LUMIÈRES

REVÊTEMENT MURAL EN ALUMINIUM AINSI QUE LES CORNICHES

Revêtement Alcan

CONTRE FENÊTRE À DOUBLE COUPE FROID

APPELEZ 322-7602

Detenteur du permis No 100029 de l'Office de Protection du Consommateur.

ARGON CANADA

Division de A.B.P. Service Ltee

11996, rue Albert-Hudon Montréal-Nord.

2 succursales: Sorel 742-4232 - Berthier 836-6387

LIVRAISON RAPIDE

Garantie écrite du fabricant. Estimation gratuite

PORTE "ROYALE" AVEC GRILLE FACULTATIVE

faites-vous une place au soleil

COURS spéciaux d'été

anglais, allemand, espagnol, italien, etc.

appelez vite 288-3111 387-2566

Berlitz

langues vivantes service de traduction

2055 rue PEEL 50 Place Crémazie

André Talbot

OPTICIEN D'ORDONNANCES

7168, ST-HUBERT, MH Tel. 271-4868

GAGNEZ PLUS
dans l'industrie et au gouvernement

POUR RENSEIGNEMENTS COMPOSEZ 878-9186 POSTE 7

devenez **STÉNO DACTYLO** dicta; réceptionniste

SECRÉTAIRE
générale • légale • médicale

Reconnu par le ministère de l'Éducation

INSTITUT DE STÉNOTYPIE INTERNATIONAL INC.
dument affilié à

INSTITUT DE SECRÉTARIAT INTERNATIONAL,
1015 BEAVER HALL HILL, MONTREAL

LE MONDE

Des grévistes tirent sur la police à Belfast

BELFAST (PA) — L'escalade de violence, qui s'est instaurée en Irlande du Nord depuis le début de la grève générale déclenchée par les protestants, a franchi une nouvelle étape, aujourd'hui, lorsque des grévistes ont ouvert le feu, avec des armes automatiques, sur des policiers qui tentaient d'enlever des barrières érigées par les grévistes, à Belfast, afin de paralyser la circulation dans cette ville. Cette fusillade n'a, cependant, pas fait de victimes.

Par ailleurs, le secrétaire général du Congrès des syndicats ouvrier britannique, Lionel Murray, a été bousculé et frappé, ce matin, par des fanatiques protestants, alors qu'il dirigeait un défilé favorisant le retour au travail dans les grands chantiers navals de Harland and Wolff. Seulement 150 travailleurs ont participé à cette marche, ce qui s'est avéré trop peu pour inciter la masse des ouvriers du chantier à retourner à leurs postes. La police a dû intervenir pour protéger les marcheurs menacés de représailles par les grévistes.

Entre-temps, quelque 500 soldats britanniques ont été transportés lundi par avion en Irlande du Nord, pour contribuer au maintien de l'ordre pendant la grève générale déclenchée par les extrémistes protestants.

Un porte-parole du ministère de la Défense a déclaré que ces hommes "allaient appuyer les pouvoirs civils", comme les 15.500 soldats britanniques normalement cantonnés en Ulster.

Magruder condamné à l'emprisonnement

WASHINGTON (AFP) — M. Jeb Stuart Magruder, deuxième personnage principal de l'ancien comité pour la réélection du président Richard Nixon, a été condamné, aujourd'hui, à une peine de prison, allant de dix mois à quatre ans, pour sa participation au plan de cambriolage du quartier général du parti démocrate du Watergate et à la tentative d'étouffement de l'affaire.

C'est le juge fédéral John Sirica qui a imposé la sentence à M. Magruder, ancien adjoint de M. John Mitchell, qui avait été secrétaire à la Justice avant de prendre la direction du comité pour la réélection du président.

M. Magruder devra se constituer prisonnier, avant le 4 juin, dans une prison à sécurité minimum pour purger sa peine. Il est probable, estime-t-on, qu'il ne passera en fait que dix mois dans cet établissement, étant donné qu'il avait été le premier du cercle des intimes du président à avouer sa culpabilité dans l'affaire du Watergate en échange de la clémence du tribunal.

M. Magruder est donc devenu, aujourd'hui, le sixième ancien proche collaborateur de la Maison Blanche à être condamné dans le cadre du scandale du Watergate.

Indécision en Australie

SYDNEY, Australie (PA) — Les observateurs politiques estimaient hier que le vote des Australiens vivant outre-mer et d'autres votant par correspondance décidera du sort du premier ministre travailliste sortant, M. Gough Whitlam.

Les résultats initiaux du scrutin de samedi dernier indiquaient que M. Whitlam resterait au pouvoir, mais le parti de M. Snedden, leader des libéraux, gagnait du terrain au fur et à mesure que le décompte du vote procédait. Ni M. Whitlam n'a revendiqué la victoire, ni M. Snedden n'a concédé la défaite. Les estimations les plus sérieuses semblent indiquer que le parti de M. Whitlam a conservé une majorité allant d'un à trois sièges à la Chambre basse. Les travaillistes détenaient 67 sièges sur 125 au Parlement. La nouvelle Chambre des représentants comptera 127 sièges. Hier, les travaillistes avaient 64 sièges et l'opposition 57. Six sièges n'avaient pas encore été attribués. Les résultats définitifs de l'élection pourraient n'être connus que d'ici une semaine.

Uruguay : l'armée en état d'alerte

MONTEVIDEO, Uruguay (UPI) — L'armée de l'Uruguay, forte de 22.000 hommes, est sur un pied d'alerte depuis ce matin, selon toute apparence, dans le but de forcer le président Juan Maria Bordaberry à chasser son ministre de l'Economie. C'est du moins ce que l'on laisse entendre dans les milieux bien informés de la capitale.

Toutes les permissions ont été annulées et le quartier général de la première armée, à Montevideo, est gardé par des soldats armés, qui détournent la circulation routière loin de l'immeuble.

De sources proches du gouvernement, on apprend que l'armée aurait demandé au président de modifier la composition de son cabinet, remplaçant le ministre par intérim de l'Economie, M. Moises Cohen, ainsi que deux de ses collaborateurs immédiats.

Watergate: Jaworski accuse Nixon de vouloir tourner son enquête en "farce"

WASHINGTON (PA, UPI) — Le juge fédéral John Sirica a sommé hier le président Nixon de remettre d'ici le 31 mai, les bandes enregistrées de 64 conversations réclamées par le procureur spécial Leon Jaworski dans le cadre de son enquête sur le scandale du Watergate.

Cette décision était à peine rendue que M. Jaworski révélait qu'il était engagé avec la Maison Blanche dans une nouvelle confrontation rappelant celle qui avait entraîné le congédiement de son prédécesseur, M. Archibald Cox, et la démission du ministre de la Justice Elliott Richardson et de son adjoint, en octobre dernier.

Dans une lettre sévère adressée à la commission judiciaire du Sénat, à qui M. Nixon avait promis de ne pas intervenir dans le travail du procu-

reur spécial, M. Jaworski accuse pratiquement le président Nixon de tenter de dicter quelles preuves pouvaient être invoquées dans les poursuites intentées dans cette affaire menaçant ainsi de tourner en "farce" son enquête sur le Watergate.

Droit contesté

M. Jaworski allégué dans sa lettre qu'au cours des procédures la Maison-Blanche a soutenu que "je ne pouvais amener le président devant les tribunaux", parce qu'en fait le président est le patron du procureur spécial.

"Le point crucial est que le président, par son avocat, conteste mon droit de prendre action contre lui pour obtenir des preuves. En d'autres mots, il prétend que je ne puis ame-

ner le président devant les tribunaux," déclare M. Jaworski. "Accepter cette prétention limiterait considérablement l'indépendance que je considère essentielle pour m'acquitter de mes responsabilités telles que prévues dans la charte établissant ce poste..."

"Tout argument soulevé par les avocats de la Maison-Blanche qui conteste mon droit d'invoquer la procédure judiciaire contre le président... ferait une farce de la charte du procureur spécial et serait contraire à l'idée que j'avais et que les membres de votre commission avaient apparemment au moment de ma nomination."

Après la réception de cette lettre, le président de la commission judiciaire du Sénat, le sénateur James Eastland, démocrate du Mississippi, a convoqué

une séance de la commission pour cet après-midi et il a invité M. James St. Clair, l'avocat de Nixon, et M. Jaworski à se tenir prêts à comparaître.

En ordonnant à la Maison-Blanche de remettre les enregistrements demandés par le procureur spécial d'ici la fin du mois, le juge Sirica a déclaré que "l'indépendance de M. Jaworski a été affirmée et réaffirmée par le président et ses représentants".

Le juge Sirica a toutefois ajouté qu'il était prêt à accorder un délai jusqu'à vendredi pour permettre aux avocats du président d'en appeler de sa décision, s'ils le désirent. M. St. Clair a déjà indiqué son intention d'en appeler jusqu'à la Cour suprême si nécessaire.

Pendant qu'éclatait cette nouvelle controverse entre le procureur spécial

et la Maison-Blanche, le président de la commission judiciaire de la Chambre des représentants, qui examine la possibilité d'une mise en accusation du président, a déclaré que sa commission étudierait l'opportunité d'émettre une nouvelle assignation de son côté si la Maison-Blanche ne livre pas les enregistrements demandés concernant l'affaire ITT et celle des contributions électorales de l'industrie laitière. M. St. Clair avait promis une réponse pour le début de cette semaine, mais aucune réponse n'était parvenue hier. M. Rodino a également déclaré que la commission étudierait les mesures à prendre si la Maison-Blanche continue de refuser les enregistrements relatifs à Watergate que la commission a demandés par assignation.



lélephoto PA

Giscard s'entretient avec Poher

Le nouveau président de la République française, M. Valéry Giscard d'Estaing (à droite), prend congé de l'Occupant temporaire de l'Élysée, le président intérimaire Alain Poher, président du Sénat, à l'issue de leur entrevue d'hier. Les deux hommes ont parlé de la passation des pouvoirs qui aura lieu lundi prochain.

Giscard choisira un premier ministre de moins de 45 ans

PARIS (AFP, PA, UPI) — Le président Valéry Giscard d'Estaing assumera ses fonctions le lundi 27 mai. Il a indiqué que la passation des pouvoirs aura lieu ce jour-là. Son élection est considérée comme définitive, sous réserve de la sanction du Conseil constitutionnel.

En effet, hier, le ministère français de l'Intérieur a rendu publics les résultats définitifs du scrutin de dimanche, tant en métropole que dans les départements et territoires d'outre-mer (DOM et TOM). Le candidat libéral a obtenu 50,8 p. cent des suffrages exprimés, soit 13.397.413 voix, et le candidat de la gauche a recueilli 49,19 p. cent, 12.975.622 voix. Le taux de participation a été de 86,75 p. cent en métropole et de 66,45 p. cent dans les DOM et TOM.

Le nouveau président a annoncé qu'il comptait réunir son premier conseil des ministres le mercredi 29 mai. Les conseils des ministres se tiennent traditionnellement en France le mercredi. Après son entrée en fonctions, la première tâche de M. Giscard d'Estaing sera de désigner un nouveau premier ministre.

Le quotidien Le Figaro titrait hier matin que la tâche du nouveau président s'annonce difficile, dont l'élection ne fut assurée que par moins de 51 p. cent des suffrages exprimés. Ce titre du journal conservateur et les réac-

tions des grandes centrales ouvrières qui ont soutenu le candidat de la gauche, M. François Mitterrand, reflètent le climat politique d'expectative après le succès du candidat libéral.

Le nouveau président de la République a d'ailleurs ménagé le suspense: mon gouvernement va vous surprendre. Vous vouliez le changement. Vous ne serez pas déçus. Une ère s'est ouverte de rajeunissement et de changement, a-t-il déclaré dimanche soir. En même temps, les mouvements et syndicats qui ont appuyé le candidat de la gauche ont noté que le nouveau chef de l'Etat devra tenir compte du poids de l'opposition de gauche dont les voix ont atteint un niveau record.

En fait, après la proclamation officielle des résultats de l'élection présidentielle par le Conseil constitutionnel de neuf membres, attendue pour le milieu de la semaine, un gouvernement sera aussitôt constitué. Aucun nom de premier ministre n'a encore été prononcé. Mais M. Giscard d'Estaing a déjà confié à quelques journalistes que son premier ministre aurait moins de 45 ans. Certains observateurs ont pensé qu'il s'agissait de l'actuel ministre de l'Intérieur, Jacques Chirac, mais il n'est pas exclu qu'il s'agisse d'un technicien non parlementaire comme M. Claude-Pierre Brisollette, directeur du Trésor au ministère des Finances, âgé de 42 ans.

Portugal: premier affrontement entre la junte et la gauche

LISBONNE. (AFP) — La décision de la Junte de salut national d'autoriser le départ pour le Brésil de l'amiral Tomaz, ancien président de la république et du Dr Caetano, ancien premier ministre, a provoqué de vives réactions et critiques parmi certains partis de gauche et dans une large fraction de l'opinion publique portugaise.

On note que le communiqué du ministère de l'Information annonçant ce départ a été suivi, beaucoup plus tard, d'un autre communiqué visant, de toute évidence, à apaiser certaines critiques et déclarant que la décision de la Junte n'excluait pas les mesures qui pourraient être prises lors de l'établissement des responsabilités des deux anciens dirigeants du Portugal, ni le gel de leurs biens s'il en était décidé ainsi.

Le parti communiste, représenté dans le gouvernement provisoire par deux ministres, a publié, aujourd'hui, aux premières heures du jour, un communiqué disant que cette mesure ne peut manquer de choquer profondément la classe ouvrière et tous les

travailleurs, qui, pendant cinquante ans, ont souffert de la répression et de la tyrannie fasciste.

Quant à M. Mario Soares, ministre des Affaires étrangères et secrétaire général du parti socialiste, il a déclaré notamment: "Il s'agit d'une décision de la Junte de salut national, antérieure à l'existence du gouvernement provisoire et dont l'exécution fut faite a posteriori, car entre temps avaient surgi des difficultés techniques. Aussi, je ne désire pas me prononcer." Il a ajouté: "Mon parti se réunira aujourd'hui, afin de décider ce qu'il convient de faire et se prononcera sur cette affaire."

Dans la population, même chez les personnes modérées, on ne se prive pas, dans les conversations, de critiquer vivement la décision de la Junte. Pourtant, dans les milieux proches du gouvernement, on déclare, généralement, qu'il s'agit d'une mesure sage qui, une fois le premier choc passé, évitera une recrudescence de fièvre et de polémiques en un moment où tous les efforts, dit-on, doivent tendre à unir toutes les forces de la nation.

Kissinger a pratiquement réalisé un accord entre Israël et la Syrie

TEL AVIV. (PA, UPI, AFP) — S'il ne se présente pas de difficultés de dernière minute, l'accord sur le désengagement israélo-syrien pourrait être signé dès dimanche, à Genève, par les délégations des deux pays, et en présence de représentants des Etats-Unis, de l'Union soviétique et des Nations unies, a annoncé aujourd'hui, la radio israélienne. Le correspondant politique se réfère à des sources bien informées.

Le correspondant de la radio a précisé que le secrétaire d'Etat, Henry Kissinger, s'appretait à reprendre l'avion qui le ramène à Damas, porteur des réponses d'Israël à plusieurs questions soulevées, hier, par Damas, en particulier sur la ligne de séparation des forces.

M. Kissinger est attendu à nouveau en Israël, et poursuivra sa navette jusqu'à la fin de la semaine. Si, d'ici là, toutes les difficultés sont applanies, on croit savoir de source bien informée, à Jérusalem, que le gouvernement réunira la Knesseth (parlement) en session extraordinaire vendredi, pour lui communiquer les termes de l'accord.

De son côté, l'agence israélienne Itim, citant un membre important de la délégation américaine accompagnant M. Kissinger, a annoncé hier que le président Assad a accepté tous les points des propositions américaines sur la délimitation de la ligne de désengagement des forces israéliennes et syriennes au Golan.

A Damas, un texte officiel diffusé

dans la soirée d'hier, peu après le départ du secrétaire d'Etat américain pour Israël, est venu réaffirmer la position de principe du gouvernement syrien. Le texte rappelle les deux objectifs essentiels pour lesquels la Syrie a déclenché la guerre d'octobre et poursuit la guerre sur le Golan: le retrait total d'Israël des territoires arabes occupés et la garantie des droits du peuple palestinien. La Syrie restera en toutes circonstances et à chaque étape ferme sur ces positions, et elle est déterminée à ce que le désengagement des forces constitue un pas vers la réalisation de ces objectifs.

Tandis qu'environ 5.000 personnes, parmi lesquelles de nombreux résidents de Maalot, manifestaient à l'extérieur aux cris de "Mort aux terroristes", Mme Golda Meir intervenait hier au Parlement pour déclarer:

"Le sang de nos enfants nous appelle à intensifier notre guerre contre les terroristes, où qu'ils soient... Les actions contre les terroristes et leurs organisations doivent être systématiques, ininterrompues et audacieuses. Je suis convaincue que nous avons le pouvoir de donner aux organisations terroristes des coups fatals. Cependant, nous ne pouvons les défaire et continuer à parfaire notre sécurité contre les actes de terreur... La guerre contre le terrorisme est une condition "sine qua non" de notre existence."

Dans le même sens, le général Moshe Dayan, ministre de la Défense, a déclaré: "Nous devons les tuer, et

ne pas abdiquer devant eux. Ils doivent savoir que s'ils viennent ici, ils viennent pour être tués... Nous ne pouvons nous permettre de conclure des accords avec les terroristes, nous ne pouvons que les tuer."

Le ton et les termes de l'intervention de Mme Golda Meir ont rappelé celle qui avait suivi le massacre aux Jeux olympiques de Munich en 1972.

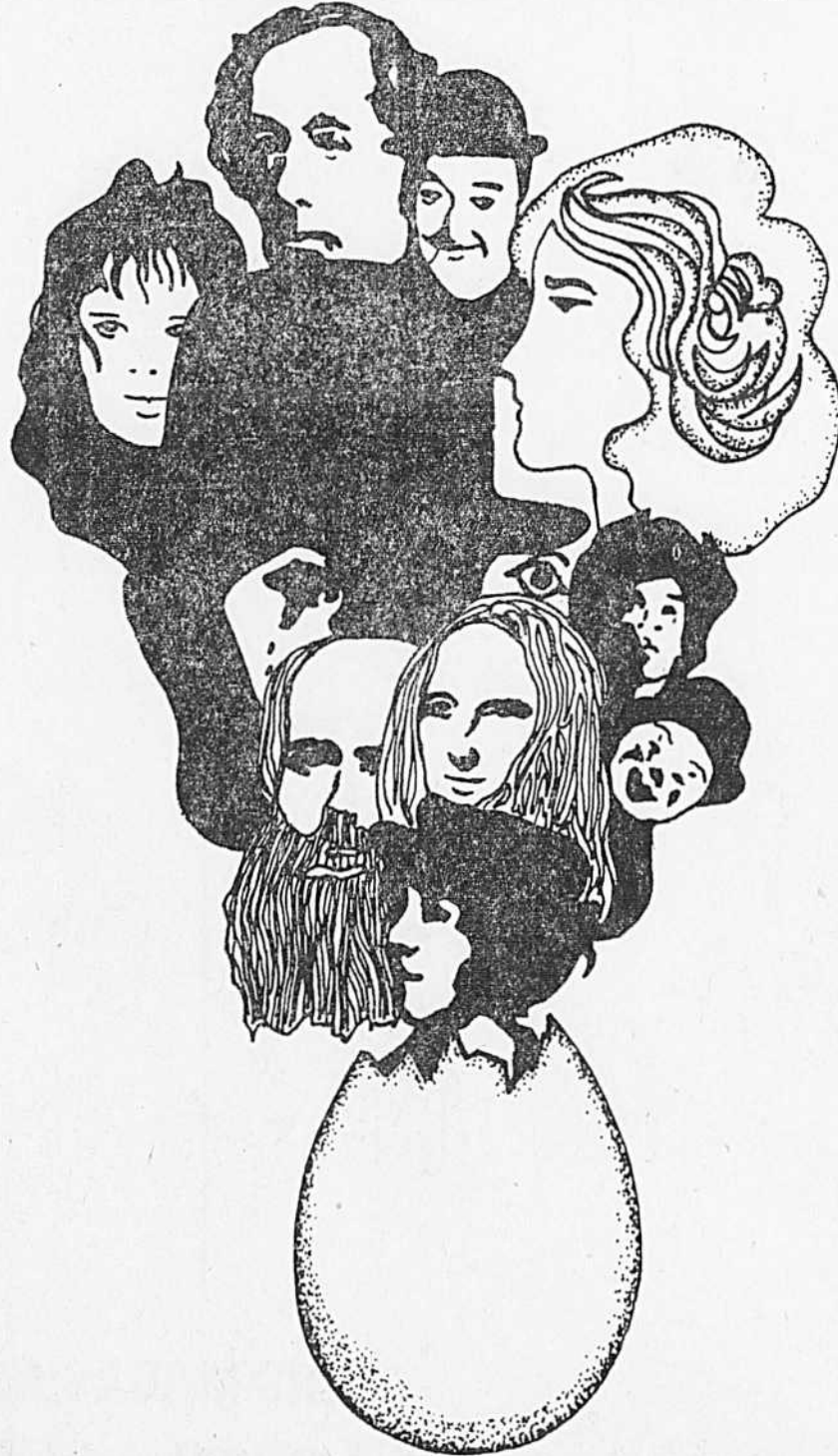
Algérie renouera avec Washington

BEYROUTH (UPI) — Dans une dépêche datée d'Algérie, l'agence irakienne de presse annonce que, "dans les milieux informés" de la capitale algérienne, "on exprime la conviction que les relations entre l'Algérie et les Etats-Unis seront renouées après l'annonce d'un accord syro-israélien sur le désengagement des forces".

L'Algérie avait rompu ses relations diplomatiques avec les Etats-Unis au cours de la guerre israélo-arabe de 1967.

L'agence irakienne de presse précise qu'un accord de principe sur la reprise prochaine des relations entre l'Algérie et les Etats-Unis avait été obtenu au cours de la visite le mois dernier à New York du président Boumediène.

Si Laval n'était compté



Vous recevrez cette semaine les formules du recensement de Ville de Laval. En complétant ces formules et en les retournant rapidement, vous aiderez l'administration à être plus efficace. Notez que cette année, nous joignons un questionnaire sur les loisirs à Laval. C'est une excellente occasion pour vous de participer à l'administration municipale.

MONTRÉAL

PAR LA PRESSE CANADIENNE

(Les cours ci-dessous sont donnés en dollars et les fractions en huitièmes)

Table of stock prices for Montreal market, including columns for 'Ventes', 'Haut', 'Bas', and '11:40 net'.

MONTRÉAL

PAR LA PRESSE CANADIENNE

(Les cours ci-dessous sont donnés en dollars et les fractions en huitièmes)

Table of stock prices for Montreal market, including columns for 'Ventes', 'Haut', 'Bas', and '11:40 net'.

MONTRÉAL

PAR LA PRESSE CANADIENNE

(Les cours ci-dessous sont donnés en dollars et les fractions en huitièmes)

Table of stock prices for Montreal market, including columns for 'Ventes', 'Haut', 'Bas', and '11:40 net'.

MONTRÉAL

PAR LA PRESSE CANADIENNE

(Les cours ci-dessous sont donnés en dollars et les fractions en huitièmes)

Table of stock prices for Montreal market, including columns for 'Ventes', 'Haut', 'Bas', and '11:40 net'.

MONTRÉAL

PAR LA PRESSE CANADIENNE

(Les cours ci-dessous sont donnés en dollars et les fractions en huitièmes)

Table of stock prices for Montreal market, including columns for 'Ventes', 'Haut', 'Bas', and '11:40 net'.

MONTRÉAL

PAR LA PRESSE CANADIENNE

(Les cours ci-dessous sont donnés en dollars et les fractions en huitièmes)

Table of stock prices for Montreal market, including columns for 'Ventes', 'Haut', 'Bas', and '11:40 net'.

NEW YORK

PAR LA PRESSE CANADIENNE

(Les cours ci-dessous sont donnés en dollars et les fractions en huitièmes)

Table of stock prices for New York market, including columns for 'Ventes', 'Haut', 'Bas', and '10:30 net'.

NEW YORK

PAR LA PRESSE CANADIENNE

(Les cours ci-dessous sont donnés en dollars et les fractions en huitièmes)

Table of stock prices for New York market, including columns for 'Ventes', 'Haut', 'Bas', and '10:30 net'.

NEW YORK

PAR LA PRESSE CANADIENNE

(Les cours ci-dessous sont donnés en dollars et les fractions en huitièmes)

Table of stock prices for New York market, including columns for 'Ventes', 'Haut', 'Bas', and '10:30 net'.

NEW YORK

PAR LA PRESSE CANADIENNE

(Les cours ci-dessous sont donnés en dollars et les fractions en huitièmes)

Table of stock prices for New York market, including columns for 'Ventes', 'Haut', 'Bas', and '10:30 net'.

NEW YORK

PAR LA PRESSE CANADIENNE

(Les cours ci-dessous sont donnés en dollars et les fractions en huitièmes)

Table of stock prices for New York market, including columns for 'Ventes', 'Haut', 'Bas', and '10:30 net'.

NEW YORK

PAR LA PRESSE CANADIENNE

(Les cours ci-dessous sont donnés en dollars et les fractions en huitièmes)

Table of stock prices for New York market, including columns for 'Ventes', 'Haut', 'Bas', and '10:30 net'.

Table of stock prices for Toronto market, including columns for 'Ventes', 'Haut', 'Bas', and '10:30 net'.

Table of stock prices for Toronto market, including columns for 'Ventes', 'Haut', 'Bas', and '10:30 net'.

Table of stock prices for Toronto market, including columns for 'Ventes', 'Haut', 'Bas', and '10:30 net'.

Table of stock prices for Toronto market, including columns for 'Ventes', 'Haut', 'Bas', and '10:30 net'.

Table of stock prices for Toronto market, including columns for 'Ventes', 'Haut', 'Bas', and '10:30 net'.

Dow Jones à 12 h 00 815.08 + 2.66

AMERICAINE

PAR LA PRESSE CANADIENNE

(Les cours ci-dessous sont donnés en dollars et les fractions en huitièmes)

Table of stock prices for American market, including columns for 'Ventes', 'Haut', 'Bas', and '10:30 net'.

AMERICAINE

PAR LA PRESSE CANADIENNE

(Les cours ci-dessous sont donnés en dollars et les fractions en huitièmes)

Table of stock prices for American market, including columns for 'Ventes', 'Haut', 'Bas', and '10:30 net'.

AMERICAINE

PAR LA PRESSE CANADIENNE

(Les cours ci-dessous sont donnés en dollars et les fractions en huitièmes)

Table of stock prices for American market, including columns for 'Ventes', 'Haut', 'Bas', and '10:30 net'.

AMERICAINE

PAR LA PRESSE CANADIENNE

(Les cours ci-dessous sont donnés en dollars et les fractions en huitièmes)

Table of stock prices for American market, including columns for 'Ventes', 'Haut', 'Bas', and '10:30 net'.

AMERICAINE

PAR LA PRESSE CANADIENNE

(Les cours ci-dessous sont donnés en dollars et les fractions en huitièmes)

Table of stock prices for American market, including columns for 'Ventes', 'Haut', 'Bas', and '10:30 net'.

Comment s'y... retrouver? Le lecteur trouvera dans la première colonne de ces cotes boursières le nom des compagnies publiques transigées sur le parquet boursier.

La deuxième colonne se réfère au nombre de actions transigées (ventes), la troisième au plus haut prix atteint au cours de la journée, la quatrième au plus bas prix durant la journée, la cinquième au dernier prix disponible de l'action et la sixième au changement par rapport au niveau de fermeture de la veille.

Le changement et les prix des actions sont indiqués en dollars et en fractions de dollar pour les plus importantes compagnies (c'est-à-dire à 12.5 cents, par exemple) et en cents pour les petites compagnies.

La conjoncture économique incertaine fait craindre des changements radicaux

(PC) - Qu'il y ait tout lieu de croire que 1974 ne sera pas une année comme les autres, tel est l'avis de nombreux économistes et dirigeants d'entreprises. Une ligne de partage des eaux a été franchie et il est impossible d'établir des directives basées sur ce que l'on a vécu jusqu'ici, estiment certains analystes de la présente situation mondiale.

Conséquent, quand on regarde les perspectives, on a beaucoup moins d'assurance que dans le passé. Reste qu'on a l'impression que des changements imprévus et peut-être radicaux s'annoncent. Le président du Conseil économique du Bassin du Pacifique, de Toronto, parlait en ce sens la semaine dernière, car il disait alors qu'un nouvel ordre mondial est en gestation.

Une situation confuse Il ajoutait que "probablement jamais dans le passé le tableau international, au point de vue économique et politique, n'a semé autant de confusion qu'aujourd'hui". M. Clarke ne sait pas ce qui donnera naissance au nouvel ordre mondial dont il parle. Ce sera, à son sens,

soit une coopération internationale accrue et vraiment considérable, soit toute une kyrielle de pression de tous les jours. Il ne cache qu'il croit dans "l'interdépendance entre les mondes des affaires et les institutions gouvernementales des nations du monde" et qu'il faudra tenir compte de cette interdépendance beaucoup plus qu'on ne l'a fait jusqu'ici.

Chef de la division des ventes internationales à l'International Nickel du Canada, M. Clarke parlait à une réunion du Conseil économique du Bassin du Pacifique, un organisme qui groupe des hommes d'affaires des principaux pays baignés par le Pacifique. Un autre homme d'affaires, J. H. Panabaker, président de Mutual Life Assuranc

fonds mutuels

PAR LA PRESSE CANADIENNE

Table of mutual fund prices, including columns for 'Actuels', 'Ventes', 'Haut', 'Bas', and '11:40 net'.

les bestiaux

RAPPORT HEBDOMADAIRE

(PC) - Les arrivages de bestiaux enregistrés jeudi au marché de Montréal, étaient inférieurs de 65 têtes à ceux enregistrés par la même journée la semaine dernière. Les bovins offerts étaient de 240 têtes, contre 295 la semaine dernière.

denrées agricoles

(PC) - Les denrées transmises à Montréal par le ministère fédéral de l'Agriculture.

Beurre: arrivages courants, 92 tonnes, 75; 93 tonnes, 77. Commission canadienne de l'industrie laitière, 77. Fromage: blanc, 87; jaune, 82. 2. Arrivages de porc: procédé par vaporisation, 10 t, en sacs de 30 lb, 50 à 52; procédé par roulet, 10 t, en sacs de 30 lb, 50 à 52.

Arrivages de porc: procédé par vaporisation, 10 t, en sacs de 30 lb, 50 à 52; procédé par roulet, 10 t, en sacs de 30 lb, 50 à 52. Arrivages de porc: procédé par vaporisation, 10 t, en sacs de 30 lb, 50 à 52; procédé par roulet, 10 t, en sacs de 30 lb, 50 à 52.

Arrivages de porc: procédé par vaporisation, 10 t, en sacs de 30 lb, 50 à 52; procédé par roulet, 10 t, en sacs de 30 lb, 50 à 52. Arrivages de porc: procédé par vaporisation, 10 t, en sacs de 30 lb, 50 à 52; procédé par roulet, 10 t, en sacs de 30 lb, 50 à 52.

Arrivages de porc: procédé par vaporisation, 10 t, en sacs de 30 lb, 50 à 52; procédé par roulet, 10 t, en sacs de 30 lb, 50 à 52. Arrivages de porc: procédé par vaporisation, 10 t, en sacs de 30 lb, 50 à 52; procédé par roulet, 10 t, en sacs de 30 lb, 50 à 52.

L'Aramo veut quitter New York pour Houston

NEW YORK (AFP) - L'Aramo (Arabian American Oil Company) a annoncé, hier,

qu'elle s'appretait à déplacer de New York à Houston, centre de l'industrie pétrolière américaine, son siège aux Etats-Unis. Aramo, qui exploite et exporte le pétrole de l'Arabie Saoudite pour le compte de ce pays et des compagnies Exxon, Mobil, Texaco et Standard Oil de California, explique cette décision par la lourdeur des taxes imposées par la ville et l'Etat de New York.

La compagnie, dont le siège est en Arabie Saoudite, emploie environ 165 personnes à New York. Aramo maintiendra cependant un bureau à New York.

le dollar

MONTREAL - Le dollar américain par rapport à la devise canadienne est en hausse aujourd'hui de 1.50 à 56.66 et la livre sterling en baisse de 53.10 à 52.31.

NEW YORK - Le dollar canadien par rapport à la devise américaine est en baisse de 1.50 à 51.63-30 et de 1.50 à 52.41-10.

la presse

Les courtiers londoniens ont baissé aujourd'hui le prix de l'argent de 19 cents américains par rapport à l'ouverture de la veille.

Table of commodity prices for various metals and minerals, including columns for 'COMPTANT', 'TERME', and 'VENTES'.

fruits/légumes

(PC) - Prix payés aux producteurs du Marché central métropolitain pour les produits de première qualité.

Les prix sont fournis par le ministère de l'Agriculture du Québec. Pommes: Corndu, 54.75 à 55.25 le boisseau, 26.00 à 26.50 huit colles de 5 lb; Alcotin, 56.50 à 57.00 le boisseau, 27.00 à 27.50 huit colles de 5 lb.

Les légumes: Ceboulette: 1.50 la douz. de paquets; Carottes: 53.25 à 53.50 pour 25 lb; Asperges: 1.50 à 1.75 pour 25 lb; Oignons: jaunes, moyens, 12.25 à 12.50 les 30 lb; 53.75 à 54.00 pour 24 colles de 5 lb; Pois: 52.00 à 52.25, 12 colles de 7 lb; 51.50 les 30 lb; Pommes de terre: 55.75 à 56.00 les 50 lb; Rutabaga: ordinaire, 52.00 à 52.25 les 50 lb; Plants de fleurs et légumes: 5.15 à 5.25.

Les municipalités ont reçu près de \$10 millions de la SHQ

QUEBEC (PC) - La Société d'habitation du Québec a versé au cours de l'exercice financier de 1971-72, un total de \$9,837,145 en subventions et consenti des prêts se chiffrant à \$3,350,711 aux municipalités éligibles à la bonification d'intérêt au cours de cet exercice financier, ce qui représente un engagement total de \$11,029,665. Elle a par contre versé, au cours de la même année, \$6,857,201 en tentatives de financement relatives au financement de projets de rénovation et d'habitation, ainsi qu'à l'allocation de montants pour bonification d'intérêts. La Société a eu également, au cours de cet exercice financier, le mandat spécial de préparer un programme de logement à la suite du sinistre de Saint-Jean-Vianney en mai 1971.

Au sommaire des engagements financiers globaux pour la rénovation, la SHQ a approuvé 161 projets totalisant l'allocation de \$85,547,558 en subventions et \$29,540,407 sous forme de prêts. D'autre part, la SHQ s'est engagée à prêter la somme de \$78,113,932 dans le domaine de l'habitation en 1971-72, pour 64 projets évalués à \$83,227,296. Les déboursés encourus par 200 projets d'habitation se chiffrent pour cet exercice financier à \$77,220,618, sous forme de prêts. Ces projets concernent des logements municipaux, centres d'hébergement

avis légaux appels d'offres soumissions

CENTRE HOSPITALIER St-JEAN-DE-DIEU GABELIN-MONTREAL, H1N 1Z0

Demande de soumissions pour exécuter travaux décrits sur plan et devis préparés par Deslauriers, Mercier, ingénieurs-conseils, 4855 Bayers, Montréal, tél.: 526-0847.

avis légaux appels d'offres soumissions

VILLE MONT-ROYAL SOUMISSIONS POUR TUYAUX D'EAU EN FER MALLEABLE

Des soumissions cachetées seront reçues par le gérant de la Ville, 90 avenue Roosevelt, Ville Mont-Royal, Québec, jusqu'à 11:00 a.m. mercredi le 5 juin 1974, pour la fourniture et livraison de tuyaux d'eau en fer malleable pour Ville Mont-Royal.

avis légaux appels d'offres soumissions

VILLE MONT-ROYAL SOUMISSIONS POUR TUYAUX EN BÉTON ARMÉ POUR EGOUT SANITAIRE

Des soumissions cachetées seront reçues par le gérant de la Ville, 90 avenue Roosevelt, Ville Mont-Royal, Québec, jusqu'à 11:15 A.M. mercredi le 5 juin 1974 pour la fourniture et livraison de tuyaux en béton armé pour égout sanitaire, pour Ville Mont-Royal.

Hydro-Québec

APPEL D'OFFRES PMS-74-19092 pour 10h30 a.m. le mardi 4 juin 1974

Région Maisonneuve REMPLACEMENT DES JOINTS DE DILATATION DU PONT CHEMIN LAROCQUE AU-DESSUS DU CANAL DE BEAUCHARNOIS

Toutes les conditions du présent appel d'offres sont contenues dans le document qui est disponible pour examen et peut être obtenu contre un paiement NON REMBOURSABLE de \$25 pour chaque exemplaire complet, cheque visé ou mandat payable à l'Hydro-Québec, du lundi au vendredi inclusivement de 8h30 a.m. à 4h30 p.m. à l'endroit suivant:

Direction des Contrats Bureau no 809 HYDRO-QUÉBEC 75 ouest, boul. Dorchester Montréal, Qué. Canada H2Z 1A4

Un dépôt de soumission au montant de TROIS MILLE DOLLARS (\$3,000), cheque officiel d'une banque à charte du Canada ou cheque visé tiré sur une banque à charte du Canada ou sur une caisse populaire, payable à l'Hydro-Québec et remboursable sous conditions doit accompagner la soumission.

Seules les personnes, sociétés, compagnies et corporations ayant leur principale place d'affaires au Québec et qui auront obtenu le document d'appel d'offres directement de l'Hydro-Québec sont admises à soumissionner.

Les cosécétaires B. LACASSE - W.E. JOHNSON Montréal, le 10 mai 1974

Hydro-Québec

APPEL D'OFFRES ARU-74-10101 pour 10h30 a.m. le mardi 11 juin 1974

Région Richelieu POUR LA FOURNITURE DE BOÎTES D'EXTREMITÉ À INSERTION FORCÉE

Toutes les conditions du présent appel d'offres sont contenues dans le document qui est disponible pour examen et peut être obtenu gratuitement, du lundi au vendredi inclusivement de 8h30 a.m. à 4h30 p.m. à l'endroit suivant:

Direction des Contrats Bureau no 809 HYDRO-QUÉBEC 75 ouest, boul. Dorchester Montréal, Qué. Canada H2Z 1A4

Un dépôt de soumission au montant de QUATRE MILLE DOLLARS (\$4,000) cheque officiel d'une banque à charte du Canada ou cheque visé tiré sur une banque à charte du Canada ou sur une caisse populaire, payable à l'Hydro-Québec et remboursable sous conditions doit accompagner la soumission.

Dans le cas d'une soumission partielle, ledit dépôt doit être d'un montant d'au moins DIX POUR CENT (10%) de la somme totale de la soumission, toutes taxes incluses, jusqu'à concurrence du montant ci-dessus.

Seules les personnes, sociétés, compagnies et corporations ayant leur principale place d'affaires au Québec et qui auront obtenu le document d'appel d'offres directement de l'Hydro-Québec sont admises à soumissionner.

Les cosécétaires B. LACASSE - W.E. JOHNSON Montréal, le 10 mai 1974

Hydro-Québec

APPEL D'OFFRES LA COMMISSION SCOLAIRE RÉGIONALE DEUX-MONTAGNES PROJET POLYVALENT STE-THERÈSE 23

La Commission scolaire régionale Deux-Montagnes recevra jusqu'à 14:00 heures (heure en vigueur localement) le mardi 4 juin 1974 au bureau du Directeur général, Edifice Place Sauve, suite 107, 350 boulevard Sauve, St-Eustache, des offres sous enveloppes scellées pour:

P.S.T.T. 42 - Outillage et machinerie - Atelier: Couture et habillement. P.S.T.T. 43 - Outillage et machinerie - Atelier: Alimentation. P.S.T.T. 44 - Mobilier - Ateliers: Couture et habillement, alimentation.

Les soumissionnaires sont priés de ne demander que les sections qui peuvent les intéresser. Chaque soumissionnaire remettra sa soumission sur le formulaire préparé à cette fin par la Commission scolaire, auquel il faudra joindre un cheque visé ou un bon de garantie équivalant à au moins 5% du montant total de la soumission, si celle-ci dépasse \$2,000. La soumission sera remise dans l'enveloppe identifiée et fournie à cette fin.

Les soumissionnaires pourront se procurer les cahiers des charges pour chacune des sections du projet à compter du 21 mai 1974, en s'adressant à Monsieur Jacques Brault, régisseur des Services de l'approvisionnement, suite 203, édifice Place Sauve, 350 boulevard Sauve, St-Eustache (tél.: 473-4694 - code régional 514).

Les soumissions seront ouvertes à 14:00 heures (heure en vigueur localement) le mardi 4 juin 1974. Les soumissionnaires peuvent assister à l'ouverture. La Commission scolaire ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions. De plus, elle se réserve le droit d'accepter une soumission en tout ou en partie.

Donné à St-Eustache, ce 21 mai 1974. Roch Aubé Directeur général

Le long week-end: 39 morts accidentelles

Au total, 39 personnes sont mortes accidentellement au Québec pendant le long congé de fin de semaine qui s'est terminé hier. LA PRESSE, dans son édition d'hier, faisait état de 18 pertes de vie. Voici la liste des autres.

La pire tragédie du week-end est survenue, vers 7h 20 hier soir, à un demi-mille de la rivière Bersimis, près de Baie-Comeau, alors que sept personnes ont péri.

Il s'agit de Adrien Simon, 27 ans, Marie-Anne Simon, six ans, Pierre Etienne, 34 ans, Mme Ernestine Etienne, 34 ans, et Gaétanne Etienne, six ans, demeurant tous à Bersimis. Les deux autres victimes, M. et Mme Albert Roussel, 63 et 60 ans, des Escoumins,

voyageaient dans l'autre automobile. M. Clermont Carpentier, 64 ans, de Duplessis, s'est noyé samedi dans un lac situé non loin de cette localité. Le même jour, M. Serge Breton, 22 ans, de Vanier, est mort près de Neuville, dans sa voiture qui avait capoté.

Mme Achille Berger, 81 ans, de Saint-Moise, au nord-est de Québec, a trouvé la mort dans l'incendie de sa maison. L'incendie s'est produit samedi.

Samedi également, un adolescent de 12 ans, Daniel Hébert, de Saint-Barthélemy-Nord, s'est noyé dans la rivière l'Assomption. L'adoles-

cent, qui roulait à bicyclette près du cours d'eau, y est tombé accidentellement. Son corps n'a pas été repêché.

Dimanche, un piéton, M. J.-Ernest Lecompte, 74 ans, de Saint-Michel-de-Bellechasse, a été frappé à mort par un automobiliste. L'accident s'est produit sur la route 20, à Saint-Michel-de-Bellechasse, vers 21 h 40.

A Manche-d'Épée, dans le comté de Gaspé-Nord, une voiture a quitté la route pour dévaler un ravin. L'accident, qui a eu lieu dimanche à 17 h 30, a causé la mort de trois personnes: M. Amable Tapp, 74 ans, de Grande-Rivière; Mme Jeannette Tapp, 39 ans, de la même localité;

et Carole Tapp, 15 ans, aussi de Grande-Rivière.

Hier, une collision entre deux autos, à Sainte-Monique de Honfleur, dans le comté de Lac-Saint-Jean, a fait deux victimes. Il s'agit de Serge Lindsay, 20 ans, de Sainte-Monique, et de Carmen Prescott, 16 ans, de la même localité.

Hier également, une adolescente de 16 ans, Lise Bibeau, 1,345, avenue du Grand Bois, à Ville des Saules, non loin de Québec, est morte après que sa voiture eut capoté. L'accident s'est produit dans le rang du Nord, à Saint-Raymond, dans le comté de Portneuf, vers 16 h 25.

Une autre personne, Chis-lain Giguère, 16 ans, du 977, 4e avenue, à Québec, a trouvé aussi la mort dans le capotage de sa voiture. L'accident, dans ce cas, a eu lieu sur la route 138, à Saint-Tite-des-Caps, dans le comté de Champlain.

Enfin, toujours hier, vers 7 h 30 du matin, deux personnes ont été trouvées sans vie dans une voiture dont le moteur tournait au ralenti. Les victimes sont Mlle Denise Lefebvre, 21 ans, de Terrebonne, et M. Pierre Lortie, 25 ans, du boulevard Henri-Bourassa, à Montréal. La voiture se trouvait à Lachenaie, dans le comté de l'Assomption.

CARRIÈRES et PROFESSIONS

TEXAS INSTRUMENTS INC. REGION DE MONTREAL

INGÉNIEURS-VENTES EXTÉRIEURES La division des systèmes numériques désire engager immédiatement un représentant des ventes expérimenté, familier avec terminal de centres de données et mini-ordinateurs. Le candidat choisi sera dynamique, de préférence bilingue, avec une formation universitaire.

SPECIALISTE DU MARCHÉ La division des calculatrices désire engager immédiatement un spécialiste du marché. Il sera chargé d'assumer les communications avec l'est du Canada, au niveau des stocks, des ventes, de la formation au détail et du développement du marché.

Le Directeur du Personnel TEXAS INSTRUMENTS INC. 280 Centre St. East Richmond Hill, Ontario L4C 1B1

COMPTABLES AGRÉÉS

Demandant C.A., C.G.A. ou l'équivalent avec expérience dans le domaine de la fiscalité et de la vérification. Occasion inespérée de participer à une entreprise en pleine expansion. Bonne rémunération, avantages divers et bonnes conditions de travail.

STAGIAIRES Egalement requis. Ecrire à la main donnant "curriculum vitae" à: 1681 Parc Lafontaine, chambre 24 Montréal, Québec H2J 2K7

Fonction publique Canada Public Service Canada

CONCOURS OUVERT EGALEMENT AUX HOMMES ET AUX FEMMES

AGENTS DE PLANIFICATION (3) 1 PM 4: 14246 - 16189 2 PM 3: 12629 - 14350

Direction de la marine et des traversiers Administration canadienne des transports de surface

Ministère des Transports Ottawa (Ontario) FONCTIONS Sous la direction du chef de la Section de planification, participer à des études de planification des transports ayant particulièrement trait aux Services de la marine et des traversiers relevant de l'Administration des transports de surface; analyser le trafic actuel de tous les modes de transport concurrents et complémentaires; prévoir le trafic futur; étudier l'évolution économique de différents moyens de répondre aux besoins prévus; évaluer les repercussions de diverses politiques et de différents investissements.

CONDITIONS DE CANDIDATURE Diplôme universitaire dans une discipline se rapportant aux transports (génie, commerce, économie, géographie, etc.).

EXIGENCES LINGUISTIQUES La connaissance de l'anglais est indispensable dans le cas de l'un des postes de PM 3 et dans le cas du poste de PM 4. La connaissance de l'anglais et du français est nécessaire pour l'autre poste de PM 3. Des personnes unilingues peuvent poser leur candidature pour les 3 postes. Cependant pour le poste bilingue la personne unilingue doit être disposée à suivre, aux frais de l'Etat, un cours de langue à plein temps pouvant durer jusqu'à 12 mois. Le cours commencera immédiatement après la nomination conditionnelle, sera dispensé par le Bureau des Langues de la Commission de la Fonction publique ou par son entremise, et aura lieu à l'endroit choisi par la Commission. Le présent concours est également ouvert aux personnes unilingues qui ont travaillé de façon continue pour la Fonction publique du Canada depuis le 6 avril 1956, qu'elles acceptent ou non de suivre un cours de formation linguistique. La Commission de la Fonction publique s'assurera que les candidats unilingues de l'extérieur de la Fonction publique ont les aptitudes voulues pour devenir bilingues.

MODALITES D'INSCRIPTION Remplir la formule de demande d'emploi PSC 367-401, qu'il est possible de se procurer à tous les bureaux de poste, Centres de main-d'oeuvre du Canada et bureaux de la Commission de la Fonction publique, y joindre si nécessaire un curriculum vitae et faire parvenir le tout à l'adresse suivante avant le 14 juin 1974.

Fonction publique Canada Public Service Canada

CE CONCOURS EST OUVERT EGALEMENT AUX HOMMES ET AUX FEMMES

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

DIRECTEUR DES RELATIONS DE TRAVAIL

FONCTIONS Le directeur des relations de travail, qui rendra compte au Conseiller exécutif du Ministère (personnel), sera chargé de l'élaboration de la politique en matière de relations de travail, de renseigner et de conseiller le Ministre et les conseillers exécutifs du Ministère, de la négociation de conventions collectives dans le secteur public et de la supervision fonctionnelle de travaux de relations de travail dans la plupart des composantes du ministère.

LE CANDIDAT Le candidat recherche doit posséder une longue expérience des relations de travail, de la négociation et de l'application des conventions collectives, posséder une connaissance approfondie de la législation du travail dans le secteur public ou dans le secteur privé, pouvoir s'attaquer à des problèmes complexes de relations de travail et travailler efficacement sous pression.

Un haut fonctionnaire du ministère des Transports sera à Montréal durant la semaine du 20 mai dans le but de rencontrer toute personne intéressée et qui possède les qualités exigées par ce poste. Pour de plus amples informations, veuillez appeler 283-5767.

REMARQUE: Bien que la connaissance des deux langues officielles constitue une exigence de base pour ce poste, les candidats unilingues sont priés de poser leur candidature s'ils sont desirieux d'entreprendre rigoureusement un cours de langue aux frais de l'Etat pendant une période de douze mois au plus. La Commission de la Fonction publique s'assurera de l'aptitude des candidats unilingues du secteur privé à devenir bilingues.

Ce poste est aussi ouvert aux personnes employées de façon continue à la Fonction publique du Canada depuis le 6 avril 1956, qu'elles aient ou non fait part, par écrit, de leur consentement à suivre des cours.

Les dispositions de la Loi sur l'Emploi dans la Fonction publique s'appliquent aux nominations dans le cadre de ce concours.

Conseiller en administration du personnel

Notre maison cherche à retenir les services d'un conseiller en administration du personnel pour son bureau de Montréal.

Le postulant sera responsable du recrutement et de l'évaluation du personnel de cadres et aura à maintenir des relations professionnelles avec nos clients. Il sera aussi appelé à participer à des études d'évaluation de tâches, d'administration de salaires et de formation de cadres.

Les postulants devront être bilingues, détenteurs d'un diplôme universitaire, de préférence en administration du personnel et posséder un minimum de 5 ans d'expérience dans ce domaine avec une concentration en évaluation du personnel de cadres. Ce poste intéressera une personne faisant preuve d'initiative et qui désire travailler dans une ambiance professionnelle.

Les demandes, faites par écrit, seront jugées confidentielles. Elles devraient faire état de l'âge, des études ainsi que de l'expérience. Référence, dossier no 7210

Woods, Gordon & Cie

CONSEILLERS EN ADMINISTRATION 630 OUEST, BOULEVARD DORCHESTER, MONTRÉAL, QUÉBEC H3B 1T9



CONCOURS WEEK-ENDS la presse dans les Laurentides

À CHAQUE SEMAINE: 1 GAGNANT D'UN WEEK-END comprenant repas et logement pour deux personnes dans l'un des grands hôtels des Laurentides (Alpine Inn, Le Chantecor, Cattle's Tremblant Club, Estérel, Gray Rocks Inn "Le Chalet", Laurentide Chalet Suisse, Manoir Pinotau, Mont-Gabriel Lodge, Mont-Habitat Lodge, Nicky's des Cascades, Parker's Lodge, La Reserve, La Sapinière, Sun Valley Hotel Suisse, Villa Bellevue) PLUS \$100 EN ARGENT.

LE CONCOURS A UNE DURÉE DE 15 SEMAINES

CETTE SEMAINE: participez au concours du WEEK-END LAURENTIDES CHALET SUISSE (Ste-Agathe) du vendredi soir 21 juin au lundi soir 24 juin 1974

LAURENTIDES CHALET SUISSE (Ste-Agathe) (pour deux personnes) PLUS \$100 EN ARGENT.

COMMENT PARTICIPER: 1. Découper les coupons WEEK-ENDS LA PRESSE qui paraîtront dans le journal du 20 au 25 mai 1974. 2. Les faire parvenir après avoir inscrit ses nom et adresse sur le coupon no 6 à l'adresse suivante: CONCOURS WEEK-ENDS LA PRESSE Case Postale 4080 Station Place d'Armes Montréal H2Y 1K9, Que.

3. Les envois doivent nous parvenir avant le 1er juin 1974. 4. Les envois doivent contenir 6 coupons, numérotés de 1 à 6. 5. Chaque série ne peut servir que pour le concours dont le WEEK-END est inscrit sur les coupons. 6. Les gagnants devront se prévaloir de leur prix durant le WEEK-END prévu et les prix ne seront ni échangeables, ni transférables. 7. Les employés de la Presse et des hôtels mentionnés ci-haut ne sont pas éligibles. 8. La Presse se réserve le droit de publier le nom, le photo et le témoignage des gagnants, sans que ceux-ci puissent réclamer les droits de diffusion, d'impression ou autres.

WEEK-END LA PRESSE LAURENTIDES CHALET SUISSE (Ste-Agathe)

Conservez ce coupon car seuls les envois contenant la série complète des six coupons numérotés de 1 à 6 (WEEK-END LAURENTIDES CHALET SUISSE) seront éligibles.

LA PRESSE VOUS OFFRE LE MEILLEUR CHOIX DE CARRIÈRES ET PROFESSIONS TOUS LES JOURS DE LA SEMAINE.

la presse

SURINTENDANTS DEMANDÉS

Avec expérience dans la construction de métro. Contacter: Raymond Lesage LES MIR CONSTRUCTION DIVISION DE CIMENT INDEPENDANT INC. 351-7220

Le prix France-Québec attribué à Jean Marcel

PARIS (AFP) — Le 10e prix littéraire France-Québec Jean Hamelin a été attribué, lundi matin, à M. Jean Marcel pour son livre "Le

joual de troie". Editions Le Jour-Montréal.

Le prix a été attribué au troisième tour de scrutin à M. Marcel par six voix contre quatre à Antonine Maillet pour son ouvrage "Maria Agélas". Le jury franco-québécois de dix membres, présidé par M. Henri Queffelec, a tenu à signaler que des voix s'étaient portées sur un jeune Acadien, M. Leonard Forest, pour son recueil de poèmes "Saisons antérieures".

Le prix France-Québec, d'un montant de 2.000 frs. (\$400) est patronné conjointement par le ministère des Affaires culturelles du Québec et de l'Association de défense de la langue française.

M. Jean Marcel, dans son livre, prend la défense du français contre le joual, par-

ler faubourien du Québec, que prônent certains écrivains québécois, estimant qu'il est une manifestation de l'identité québécoise.

M. Marcel, professeur de littérature, spécialiste de l'époque médiévale, enseigne à l'université Laval de Québec. Il est actuellement à Paris à la fin d'un stage de six semaines qu'il effectue au Centre francophone de Villeta- nouse, dans la région parisienne.

Jean Marcel, pendant deux ans, a été à l'Université de Caen la chaire de littérature québécoise. Il a écrit plusieurs ouvrages concernant la littérature et a notamment consacré une étude au poète Jacques Ferron qu'il a fait connaître.

Il tient aussi régulièrement

une chronique linguistique au journal "Le Jour".

D'autre part, pour la première fois, un docteur d'Etat en littérature québécoise vient d'être attribué. Mme Madeleine Ducros-Poirier, professeur dans un lycée parisien, a présenté en Sorbonne à Paris, une thèse de doctorat sur le thème "Le roman canadien de langue française de 1860 à 1958", avec pour sous-titre "recherche d'un esprit romanesque".

La thèse était soutenue sous la direction de M. De Deyan.

Dans le jury figurait le professeur Auguste Viatte, membre de l'Institut, président de l'Association France-Québec. Le membre invité du jury était M. Jean Marcel, professeur de littérature à l'Université Laval de Québec.

Mme M. Ducros-Poirier a reçu la plus haute appréciation avec une mention très honorable.

NOTA BENE: Le Bureau de surveillance du cinéma, organisme créé par le gouvernement du Québec, a approuvé chacune des annonces de cinéma paraissant dans nos pages, et conformément à la loi sur le cinéma.

CINEMAS UNIS
VOTRE GUIDE DES MEILLEURS FILMS

YA TOUJOURS MOYEN DE MOYENNER!

Cinéma Dollard "ZAMBO" EN COULEUR

Guichets ouverts à 7:00 p.m. Projection débute au crépuscule

"UN DES MEILLEURS FILMS D'AVENTURES DE L'ANNEE" PAPIILLON

EN FRANÇAIS EN COULEUR 14 ANS

REPRESENTATION COMPLETE A 12:40, 3:25, 6:15, 9:00 p.m.

RIVOLI 508 ST. DENIS 277-4129

STEVE McQUEEN **DUSTIN HOFFMAN**

WALT DISNEYS **ALICE** **POUR TOUS**

CLASSIC KENT: 12:05, 1:30, 3:35, 4:55, 7:15, 8:35, 10:00

Cinéma Dollard 2e FILM A CHAQUE CINÉMA

AVIS: De WILLIAM PETER BLATTYS **18 ANS** Adultes

THE EXORCIST

Le traitement de certains épisodes du film risque de secouer fortement le spectateur. La Direction

LOEWS Laissez-passer et carte de l'Age d'Or non acceptés. Tous les jours à 2:00, 4:30, 7:00, 9:30 p.m.

FILM TRÈS ÉMOUVANT, EMPREINT D'UN COMIQUE IRRESISTIBLE. L'UN DES MEILLEURS NOUVEAUX FILMS CETTE ANNEE. A VOIR PAR TOUS LES CINÉMAS.

The Apprenticeship of Buddy Kravitz 14 ANS

En vedette: RICHARD DREYFUSS, MICHELINE LANCIOTI, RANDY QUAID.

The Dragon's Vengeance 14 ANS

avec BARRY CHAN et LUNG CHUN ERH

Palace 659 STE CATHERINE 816-5591

THE BAMBOO BROTHERHOOD

Paramount Pictures présente **ROBERT REDFORD** et **MIA FARROW** **POUR TOUS**

THE GREAT GATSBY

CLAREMONT: 7:20, 4:40, 7:20, 10:00

14e SEMAINE **AL PACINO** **14 ANS**

LE GÉNÉRAL "SERPICO"

Tous les jours à 1:30, 4:10, 6:50, 9:20 p.m.

PERSONNE NE JOUE AUSSI DUR QUE CES TROIS LÀ... **18 ANS**

THE OUTRAGE

PICALLI 318 STE CATHERINE 811-2807

"ACROSS 110" STREET

"Un suspense à bout de souffle... film bien chargé". **POUR TOUS**

Gene Hackman **"The Conversation"**

AVENUE: 1:40, 3:00, 6:00, 7:30, 9:00 p.m.

ELLES FONDENT DANS LA BOUCHE! **18 ANS** Adultes

LES PULPEUSES

Que font ces dames quand leurs maris bossent?

Sur semaine dès 6:30 p.m.

GRANADA 159 STE CATHERINE 755-7428

LINDA LOVELACE dans **DEEP THROAT PART II** **18 ANS** Adultes

2e GRAND FILM A CHAQUE CINÉMA

EROS: Représentation complète à 10:15 a.m., 1:05, 3:55, 6:45, 8:15 p.m.

LAVAL 2: Sur semaine dès 6:40 p.m.

EROS 59 STE CATHERINE 5128-5513

CINÉMA LAVAL 488-8200

Châteauguay à 4 milles du pont Mercier. Saint-Matthew, route 2, sortie 24, Vaudreuil Transcanadienne, vers Toronto, sortie 2

Châteauguay **VALENTIN** **18 ANS** Adultes

VEN. A JEU 17-18-19-20-21-22-23 MAI

OPERATION KARATE Les Maîtres Karaté en action

Châteauguay **LOVE STORY** **18 ANS** Adultes

VEN. A JEU 17-18-19-20-21-22-23 MAI

Ali MacGraw - Ryan O'Neal John Marley & Ray Milland

Châteauguay **"L'Emmerdeur"** **18 ANS** Adultes

Vous ne pourrez retenir votre rire en voyant...

LINO VENTURA JACQUES BELL

Châteauguay **Peau d'Âne** **18 ANS** Adultes

Plusieurs films à voir

REUNIS POUR LA 1ère FOIS **18 ANS** Adultes

LES 2 MEILLEURS **Gilles Goulet**

LA VRAIE NATURE DE BERNADETTE

LES MALES

LES MALES: 12:35 - 4:18 - 8:00

LA VRAIE NATURE: 2:20 - 6:03 - 9:46

1500 SAINT DENIS 845-3222

PLACES: LINDOUEUL, BELLEVILLE, VALLEYFIELD, RIO-SOREL, PARC VERDUN

DEMAIN SOIR PAS DE CINÉMA **POUR TOUS**

LE FILS DU BOSSU

2e FILM **"SEULE CONTRE LA MAFFIA"**

LES FILS: 2:39 - 6:17 - 9:55

SEULE CONTRE LA MAFFIA: 12:50 - 4:28 - 8:06

1504 ST-DENIS 848-4211

st-denis METRO ST-DENIS - DEMONTIGNY

UN FESTIN MEMORABLE OU LE MALE EST LE PLAT DE RESISTANCE!

servez-vous mesdames

SEULE VOUS: 1:13 - 4:17, 7:10, 10:05

COMMENT FAIRE **COCU** Les Maris jaloux?

BIJOU 5828 Papineau 527-9131

SALABERRY Valleyfield

UN FILM DE **STANLEY KUBRICK** **18 ANS** Adultes

ORANGE MECANIQUE

Lun. à vend. 6:20 - 9:00

Sam. et dim. 1:20 - 3:54 - 6:28 - 9:02

PIERROT METRO SAINT DENIS - DE MONTIGNY 1550, RUE SAINT DENIS - 845-3222

ENFIN! GRANDE OUVERTURE

CINÉ-CENTRE 1 vendredi le 24 mai

CINÉ-CENTRE 2 vendredi le 31 mai

EN PLEIN CENTRE VILLE

Caroline la Nymphomane **18 ANS** Adultes

Les meilleures abats soit en ville!

ASSOIFFÉES D'AMOUR

2e FILM

LE NOUVEAU NATIONAL 1220 ST-CATHERINE 527-1119

MIDI-MINUIT 4482 St-Denis 842-8264

GLYSÉE 35 MILTON / 842-6053

NOUVEAU: LUN. à VEN. 7:30, 9:45

SAAM DIM. 1:00, 3:15, 5:20, 7:30, 10:00

AUJOURD'HUI FÊTE OUVERTE À 1 H.

SALLE RESNAIS **18 ANS** Adultes

ENFIN "...de l'érotisme intellectuel"

Journal du Dimanche

Qui vous met l'eau à la bouche?

— Le Monde

Glissements progressifs du plaisir

un film écrit et réalisé par ALAIN ROBBE-GRILLET

NADA 9e SEMAINE

Choisi comme 1er programme pour l'ouverture du CINÉ-CENTRE-VENDREDI le 24 mai

11 YA 4 ANS SWALT KOLLE A ETE LE PRECURSEUR AU CINEMA D'UNE VIE SEXUELLE LIBEREE DE TOUT PREJUGE

De film ne veut donner aucune réponse, mais il ouvrira les yeux à tous ceux qui sont capables d'aimer afin qu'ils puissent décider de l'avenir dans lequel ils veulent vivre.

AMOUR un jeu de société

1430 BILLY TEL. 288-7102

SOCIÉTÉ NOUVELLE DE CINÉMATOGRAPHIE INC

Les CHARLOTS plus cocasses que jamais dans un WESTERN LOUIS XIII...!

LES CHARLOTS **4 CHARLOTS MOUSQUETAIRES**

6e SEMAINE sur sem. 6.45, 9.00

525-2174 725-7000

MAISONNEUVE **JEAN-TALON**

IL ÉTAIT UNE FOIS DANS L'EST

4e MOIS SELECTION OFFICIELLE DU CANADA FESTIVAL DE CANNES 1974

André Brassard

FESTIVAL 525-8600 ETUDIANTS 1.50

sur sem. 7.30, 9.30 1206, St. Catherine e

4e MOIS **MAISON SUR LA GAUCHE** **2 GRANDS FILMS**

TERRIFIANT... INTRIGANT... TERRIFIANT... INTRIGANT... TERRIFIANT...

Le Sexe Sauvage

274 6155 **PLAZA CANADIEN** 521 5180

PIERRE RICHARD BERNARD BLIER **3e SEMAINE** **POUR TOUS**

je sais rien mais je dirai tout

1.30, 3.30, 5.30, 7.30, 9.30

FLEUR DE LYS 288-3303

CINÉMA DE PARIS 861-2996

CINÉ-PARC ODEON **OUVERT**

Le moins de 14 ans Grati!

SERGIO LEONE présente **"MON NOM EST PERSONNE"** avec Henry Fonda et Terence Hill

Double Dose de JAMES BOND! avec le seul et unique Sean Connery!

"LES DIAMANTS SONT ÉTERNELS" **"BONS BAISERS DE RUSSIE"**

ROUTE 204 ET 11 MILLES DE MONTREAL 2e CINE-PARC APRES TUNNEL HIPPOLYTE LAFONTAINE TEL. 523-9751 SORTIE (ST-BRUNO) 60 TEL. 655-0692

Burt Reynolds **"Le Fauve"** **14 ANS**

Steve McQueen **"LE MANS"** **18 ANS**

BERRI ST DENIS, STE CATHERINE 878-2424

VILLERAY ST DENIS, JARRY 388-5577

Marion, Bianco **18 ANS**

Première fois en français à Paris Populaires!

Le Dernier Tango à Paris **14 ANS**

Le protégé de Satan! Le grand maître de l'horreur est de retour!

DRACULA 1972 **MERCIER** 516 CATHERINE PLE-IX 255-8224

2e film "Le Mannequin défigure"

SERGIO LEONE présente **MON NOM EST PERSONNE** HENRY FONDA, TERENCE HILL

le DAUPHIN BEAUBIEN PRES D'IVERVILLE 721-6060

LA NUIT AMERICAINE **POUR TOUS** 7:30 - 9:30

UNE SELECTION DES FILMS MUTUELS

CHAMPLAIN STE CATHERINE PAPINEAU 524-1685

CREMAZIE ST DENIS, CREMAZIE 388-4210

VERDUN 3841 WELLINGTON 768-7097

ciné-parc odéon ROUTE 204 ET 11 MILLES DE MONTREAL 2e CINE-PARC APRES TUNNEL HIPPOLYTE LAFONTAINE TEL. 523-9751 SORTIE (ST-BRUNO) 60 TEL. 655-0692

MON NOM EST PERSONNE **POUR TOUS**

PALL NEWMAN **ROBERT REDFORD** **THE STING** 12.20, 2.30, 4.50, 7.20, 9.30

ATWATER 1 **PLAZA ALEXIS NIHON** 835-4246

CARRON ABROAD **14 ANS**

7.15 - 9.15

PLAZA DU CANADA VIA CHATEAU CHAMPLAIN BEL-4595

Caroline la Nymphomane **18 ANS** Adultes

Les meilleures abats soit en ville!

ASSOIFFÉES D'AMOUR

2e FILM

le serpent **14 ANS**

MAITRES DE L'ESPIONNAGE REVELENT TOUT!

nord à NU

le PARISIEN 488 St-Cath. 861-2697

OPERATION KARATE

MILAN CALIBRE 9 sur sem. 5:30, 6:55, 8:30

IMPERIAL 1438 Bury 288-7102

erotic dreams Laissez-passer Cartes de l'Age d'Or non acceptés

VENDOME Place VICTORIA Tel. 878-1451